Les socialistes en France

1871-1914

Tome II

Du ministérialisme à l'Union sacrée 1898-1914

Thomas Rose



6, rue Florian – 93500 Pantin

Éclairage • 25

Les Bons Caractères – 2023
Imprimé par IMS – 93500 Pantin
ISBN 978-2-493083-15-9
Dépôt légal 1er trimestre 2023

INTRODUCTION

À la fin du 19e siècle, le mouvement socialiste a acquis une audience nationale. L'abnégation et la combativité d'une génération de jeunes militants ouvriers ont permis de déployer son drapeau après la répression de la Commune de Paris.

Au cours des années 1880, ceux qui, comme Jules Guesde et Paul Lafargue, se sont fixé pour tâche d'introduire le marxisme en France, se sont heurtés aux conceptions héritées du passé comme aux premières formes de réformisme. Cela a conduit à la création de plusieurs organisations socialistes, qui avaient chacune leur terrain d'action privilégié et leur programme politique[1].

Les allemanistes et les vaillantistes ont cultivé leurs liens avec le mouvement syndical, et plus particulièrement avec la CGT. Les guesdistes ont consacré leurs efforts à l'extension de leur implantation en se servant des consultations électorales pour rallier les travailleurs. Quant aux socialistes indépendants, leurs députés, comme Jaurès et Millerand, sont devenus les principaux orateurs du groupe socialiste à la Chambre. Tous ont apporté leur soutien aux travailleurs en lutte lors des grèves. Leurs adhérents comptaient d'ailleurs souvent parmi les animateurs de ces grèves.

À la tête de municipalités, les socialistes ont cherché à améliorer les conditions d'existence des travailleurs, et au Parlement, ils ont mis en avant des réformes comme la réduction du temps de travail ou la mise en place de retraites ouvrières.

1 En annexe, p. 108, le schéma des différents organisations socialistes.

Mais avec les premiers succès électoraux, à partir de 1893, des membres de la petite bourgeoisie radicale, médecins, avocats, journalistes, ont rejoint les rangs socialistes et ont pris souvent l'ascendant au détriment des éléments prolétariens des débuts. De son côté, la classe dirigeante a adopté une stratégie plus souple, qui rompait partiellement avec une attitude uniquement répressive, et a favorisé une forme d'intégration des dirigeants de syndicats, de coopératives ou de journaux socialistes.

Au cours de la période 1893-1898, les socialistes ont connu un infléchissement politique vers le réformisme. Il a trouvé son expression dans le programme commun de Saint-Mandé de 1896, qui met en avant la conquête du pouvoir politique par les élections et l'intervention de l'État comme moyen de transformer la société. Cette illusion a aussi été renforcée par les premiers effets de l'ère impérialiste, qui a permis une relative prospérité économique et a conduit à un recul des grèves pendant quelques années, laissant espérer une transition vers le socialisme sans choc révolutionnaire.

Avant sa disparition, en 1895, Engels s'inquiétait de cette évolution et ne ménageait pas ses critiques à l'égard des guesdistes, leur reprochant un cours opportuniste.

C'est pourtant sur cette base que le rapprochement entre les différentes organisations se réclamant du socialisme s'est réalisé, notamment dans le cadre de l'activité parlementaire, et cela a contribué à donner l'image d'une même famille dont l'unité est envisageable voire souhaitable pour beaucoup de militants, avec la perspective tangible de leur rassemblement dans un même parti.

Première partie

1898-1905 : Du ministérialisme à l'unité

En 1898, lors de l'Affaire Dreyfus, face à la menace qu'elle semble faire peser sur le régime républicain, les socialistes font front commun et lancent le processus d'unification. Cependant, la participation pour la première fois de l'un des leurs, Millerand, à un gouvernement de « défense républicaine », les divise à nouveau.

D'un côté, les ministérialistes, avec Jaurès à leur tête, soutiennent cette initiative, dans l'espoir de réformes favorables aux travailleurs. Ils poursuivent sur cette ligne même après la sortie de Millerand du gouvernement, en s'investissant dans le « Bloc des gauches » dirigé par les radicaux.

De l'autre côté, les antiministérialistes, menés par Guesde, Lafargue et Vaillant, essaient de faire un bilan critique des années passées qui, du parlementarisme, ont conduit à la participation gouvernementale. Mais cette tentative de redressement politique se heurte à l'incompréhension d'une partie de leur base, qui constate d'ailleurs bien peu de différence entre les deux courants dans leur action au Parlement.

La crise socialiste en France, comme Rosa Luxemburg la nomme dans un article sur le sujet, est surtout l'expression concrète de la montée du révisionnisme au sein du socialisme européen, et notamment en Allemagne derrière

Bernstein. Ses partisans défendent l'idée que le capitalisme est capable de dépasser ses contradictions, comme le montre à leurs yeux la croissance retrouvée après la grande la crise économique des années 1880. Ils proposent d'abandonner les perspectives révolutionnaires au profit du réformisme.

En France, la lutte entre ces deux courants provoque confusion et découragement. Les effectifs stagnent, voire baissent. Cette situation profite au syndicalisme révolutionnaire, qui parvient à regrouper de nombreux militants ouvriers rejetant la collaboration de classe.

Finalement, c'est un mouvement socialiste affaibli qui, sous l'impulsion de la IIe Internationale, fait son unification en 1905, donnant naissance à la Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO), à la direction de laquelle s'affirme progressivement Jaurès. En son sein, le réformisme se développe inexorablement et conduit la SFIO à renier ses idéaux internationalistes en rejoignant l'Union sacrée en 1914.

En somme, l'entrée pour la première fois d'un socialiste dans un gouvernement bourgeois, à la suite des conséquences politiques de l'Affaire Dreyfus, n'aura été qu'un électrochoc ponctuel sans mettre fin aux dérives politiques.

CHAPITRE 1er

LA CONTROVERSE MILLERAND

L'Affaire Dreyfus et les élections de 1898

Le capitaine Dreyfus avait été condamné en 1894 pour trahison. L'Affaire rebondit en janvier 1898 à la suite de la parution de l'article *J'accuse*, dans lequel Zola dénonce une machination de l'état-major.

Lors du procès, les socialistes ont hésité à s'engager dans la défense d'un cadre de l'armée issu d'une grande famille bourgeoise. Par ailleurs ils ne sont pas tous imperméables à l'antisémitisme ambiant. Même Jaurès, avant d'être convaincu par son ami Lucien Herr, militant allemaniste, de l'innocence de Dreyfus, avait dénoncé lors du procès de Dreyfus le « *prodigieux déploiement de la puissance juive pour sauver l'un des siens* » et réclamait une peine plus sévère, au regard de celles qui frappaient de simples soldats.

L'engagement de Zola provoque des réactions chez les socialistes. Pour Guesde, cette lettre ouverte représente « *le plus grand acte révolutionnaire du siècle* ». Avec Vaillant et Jaurès, il élabore un communiqué dénonçant le pouvoir militaire et la complicité du gouvernement. Seuls les

socialistes indépendants émettent des réserves sur la mise en cause de l'armée, de peur de perdre leurs sièges aux élections suivantes : « *Guerre au capital juif ou chrétien, guerre au cléricalisme, guerre à l'oligarchie militaire ! Pendant que la bourgeoisie, malgré l'unité de son intérêt de classe, est disloquée par des rivalités de clans, pendant que vous assistez avec mépris à cette discordante agonie qui fait grimacer l'une contre l'autre les deux moitiés de la figure bourgeoise, gardez-vous contre toute diversion, gardez-vous de toute désunion.* »

Et ils concluent par cet appel : « *Tenez-vous prêts, puisque les fautes des gouvernants la mettent en péril, à défendre la république elle-même.*

Contre le capital, le dogme et le sabre, groupez-vous et combattez en pleine clarté pour la république sociale ! »

La campagne des législatives de mai 1898 est empuantie par l'Affaire. Guesde et Jaurès doivent notamment faire face aux violences des antidreyfusards, catholiques et réactionnaires qui soutiennent l'état-major. Les résultats donnent une nouvelle progression de 25 % des voix socialistes, avec un total de 750 000 voix, soit 9,25 % des votants. Ce bilan est cependant loin du raz-de-marée espéré. Il est surtout marqué par deux défaites majeures. Jaurès est battu à Carmaux par le marquis de Solages, président de la Compagnie des mines. Guesde subit le même sort à Roubaix face à l'industriel Eugène Motte. Au total 57 socialistes sont élus, souvent grâce à des accords avec les radicaux. Les indépendants sont les plus nombreux et Millerand devient le leader du groupe parlementaire. Le POF obtient 13 élus, dont le premier député noir, Hégésippe Légitimus, originaire de

Guadeloupe, qui s'est fait connaître dans l'île par la dénonciation de l'exploitation des planteurs, en se consacrant à organiser le prolétariat colonial en parti. Les allemanistes sont affaiblis par la perte de deux sièges à Paris. Vaillant du Parti socialiste révolutionnaire conserve le sien.

À l'été 1898, Jaurès publie *Les preuves*, dans lequel il s'engage complètement pour Dreyfus qui, pour lui, « *n'est plus un officier ni un bourgeois : il est dépouillé, par l'excès même du malheur, de tout caractère de classe ; il n'est plus que l'humanité elle-même* ». Il veut engager le prolétariat à défendre la république aux côtés de dreyfusards radicaux ou républicains modérés. Ce rapprochement donne naissance à la Ligue des droits de l'homme.

Guesde, qui attribue le semi-échec lors des législatives à la « défense républicaine », prend le contrepied. Dans une déclaration du conseil national, le POF affirme : « *Les prolétaires, eux, n'ont rien à faire dans cette bataille qui n'est pas la leur.* […] *Le parti ne saurait sans duperie et sans trahison se laisser un seul instant dévier de sa route, suspendre sa propre guerre.* »

Lafargue pressent la dimension majeure que va prendre l'Affaire Dreyfus : « *Le Parti ouvrier, qui est un parti politique, ne peut se désintéresser des questions politiques qui agitent le pays, surtout dans une question où le militarisme, les conseils de guerre, la légalité bourgeoise, le patriotisme, l'antisémitisme, etc., sont en jeu* […] *; un parti socialiste d'action qui n'agit pas se suicide, c'est ce qui nous est arrivé.* »

Un front commun face à la réaction

À l'automne, la Ligue des patriotes de Déroulède, organisation d'extrême droite qui regroupe plusieurs dizaines de milliers de membres, multiplie les démonstrations de force. Les rumeurs de coup d'État militaire s'amplifient lorsque, face à la grève de 7000 ouvriers du bâtiment à Paris, l'état de siège est proclamé et que des troupes de province sont mobilisées.

Sous l'impulsion de Lafargue, une réunion de toutes les fractions socialistes se tient le 16 octobre 1898. Un comité de vigilance est créé, qui affirme : « *Dans les circonstances troublées que traverse la république, toutes les forces socialistes et révolutionnaires sont unies.* […] *Le Parti socialiste tout entier proteste contre l'atteinte portée à la liberté des syndicats ouvriers et au droit de grève et, malgré la faute des gouvernants bourgeois, il compte sur tout le prolétariat pour défendre la république.* » À l'initiative des allemanistes, une nouvelle rencontre a lieu le 11 décembre, à l'issue de laquelle un comité d'entente est créé, réunissant POF, PSR, POSR et les indépendants regroupés dans une Fédération socialiste nationale. La base politique de l'accord repose sur le discours de Saint-Mandé. Si pour l'heure chaque organisation garde son indépendance, pour les socialistes, ce rapprochement doit conduire à l'unité.

Le 19 février 1899, après la mort du président Félix Faure, les socialistes votent, avec les radicaux et des parlementaires républicains modérés, pour le républicain Émile Loubet face à Jules Méline, candidat réactionnaire et antidreyfusard.

Lors des obsèques de Félix Faure, le 22 février 1899, une tentative de coup d'État de Déroulède échoue pitoyablement.

En juin, après l'annonce de la révision du procès de Dreyfus, le président Loubet est agressé par des antidreyfusards à l'hippodrome d'Auteuil. Le comité d'entente socialiste s'investit dans la manifestation de protestation et de soutien à la république du 11 juin 1899. Elle réunit 100 000 personnes, mais doit faire face à la répression policière ordonnée par le chef du gouvernement, Dupuy. Mis en minorité le lendemain, ce dernier est contraint à la démission. De ces événements, Jaurès tire la conclusion : « *Maintenant, on peut dire que la république est sauvée.* » Quant à Guesde et Vaillant, ils se sont demandé après coup si le régime républicain avait été à un quelconque moment en danger.

Le groupe parlementaire socialiste n'en affirme pas moins son soutien à tout gouvernement qui placera la défense de la république au centre de sa politique.

Au cours des tractations pour la constitution d'un nouveau ministère, Millerand est sollicité, mais il informe qu'il n'a pas donné suite à la proposition. Aucun député n'exprime alors de réserve sur la perspective d'une participation à titre exceptionnel, à la condition qu'elle n'engage pas le groupe socialiste.

Le ministérialisme

Le 23 juin, lorsque la composition du gouvernement Waldeck-Rousseau est dévoilée c'est la stupéfaction car aux

côtés de Millerand, nommé ministre du Commerce et de l'Industrie, siège comme ministre à la Guerre le général marquis de Gallifet, l'un des massacreurs de la Commune de Paris. Le gouvernement a une forte coloration radicale avec 5 ministres sur 13 issus de leurs rangs.

Pour d'anciens communards, comme Allemane ou Vaillant, une telle compromission est inacceptable. Les vaillantistes quittent le groupe parlementaire, suivis quelque temps plus tard par les députés du POF. Seuls les indépendants, comme Jaurès, soutiennent Millerand : *« Pour ma part et sous ma responsabilité personnelle, j'approuve Millerand d'avoir accepté un poste dans ce ministère de combat. Que la république bourgeoise, à l'heure où elle se débat contre la conspiration militaire qui l'enveloppe, proclame elle-même qu'elle a besoin de l'énergie socialiste, c'est un grand fait ; quelle que soit l'issue immédiate, ce sera une grande date historique ; et un parti audacieux, conquérant, ne doit pas, à mon sens, négliger ces appels du destin, ces ouvertures de l'histoire. »*

Les socialistes se retrouvent néanmoins pour ne pas s'opposer à l'investiture du gouvernement Waldeck-Rousseau : les indépendants et les possibilistes votent pour ; les guesdistes, vaillantistes et allemanistes s'abstiennent.

Si le caractère exceptionnel a été mis en avant par Jaurès, la participation de Millerand constitue pour lui l'aboutissement de la politique suivie depuis plusieurs années au Parlement et doit permettre des réformes favorables à la classe ouvrière. Cette expérience rejoint sa conception d'une période de transition pendant laquelle bourgeoisie et

prolétariat exerceraient ensemble le pouvoir politique, avant le passage au socialisme.

Guesde et Vaillant, avec retard, s'opposent à cette illusion qui se répand y compris dans leurs propres partis. Dans un manifeste publié trois semaines plus tard, ils affirment : « *Le parti socialiste, parti de classe, ne saurait devenir, sous peine de suicide, un parti ministériel. Il n'a pas à partager le pouvoir avec la bourgeoisie, dans les mains de laquelle l'État ne peut être qu'un instrument de conservation et d'oppression sociale.* » Et ils appellent à « *en finir avec une politique prétendue socialiste, faite de compromissions et de déviations, que depuis trop longtemps on s'efforçait de substituer à la politique de classe, et par suite révolutionnaire, du prolétariat militant et du parti socialiste* ».

Lafargue précise dans *Le socialisme et la conquête des pouvoirs publics* : « *Un ministère se constitue après entente entre ses membres, qui se font des concessions mutuelles et s'engagent à se soutenir dans les limites d'un plan convenu : un socialiste ne peut entrer dans un ministère qu'en laissant à la porte son socialisme, n'y introduisant en contrebande que les réformes les plus inoffensives à l'ordre capitaliste ; et par contre il s'engage moralement, sinon positivement, à défendre les mesures les plus nécessaires au maintien de l'exploitation capitaliste.* »

Ils sont cependant loin de convaincre. Des fédérations entières sont favorables au ministérialisme, comme celle de Gironde, dont le secrétaire écrit à Jaurès : « *La fédération girondine du POF, la seule organisation du parti socialiste dans notre département, est avec vous, entièrement avec*

vous. Le manifeste Guesde-Vaillant est unanimement blâmé. Dites à Millerand que nous applaudissons à son courage et que nous lui adressons nos vives félicitations. » Lors de leurs congrès respectifs, une partie des militants du PSR et du POF expriment leur incompréhension du rejet de la participation ministérielle, alors même que les socialistes soutiennent ce gouvernement au Parlement. Les dirigeants du POF sont contraints au compromis avec une motion qui « *laisse, pour l'avenir, au Conseil national le soin d'examiner, à l'occasion et selon les circonstances, si, sans quitter le terrain de la lutte de classe, d'autres positions* [qu'électives] *peuvent être occupées* ».

Le POF paie l'orientation politique entamée depuis 1893, sur laquelle Engels avait bien des réserves. La base du rapprochement entre socialistes était l'action parlementaire. Après avoir conduit au soutien d'une majorité parlementaire en 1895, puis au programme de Saint-Mandé, elle aboutit au ministérialisme. Lafargue fait le constat suivant : « *Nous n'avons jamais critiqué en public le credo de Saint-Mandé, parce que nous pensions que son élasticité et son vague pouvaient être utiles pour attirer au socialisme une partie de l'élite de la bourgeoisie que n'avait pu entamer notre propagande trop précise… nous avons eu tort.* »

À l'inverse, pour Jaurès, la participation gouvernementale est une première marche vers la conquête du pouvoir. Sachant cette opinion partagée par de nombreux militants, il répond favorablement à la proposition de Brousse d'en débattre lors du premier congrès général des socialistes français. La controverse sur le cas Millerand n'a pas arrêté le

processus d'unification, qui traduit le souhait d'une grande partie de la base.

Une unité sans lendemain

Le congrès réunissant tous les courants socialistes s'ouvre le 3 décembre 1899, salle Japy à Paris. 800 délégués représentant 1 400 groupes, syndicats et coopératives sont présents. À la différence de Saint-Mandé, aucune mention n'est faite de l'État comme acteur du passage progressif au socialisme et du suffrage universel comme moyen de conquérir le pouvoir. La convocation précise : « *Organisation politique et économique du prolétariat en parti de classe pour la conquête du pouvoir politique et la socialisation des moyens de production et d'échange, c'est-à-dire la transformation de la société capitaliste en une société collectiviste ou communiste.* »

L'essentiel des débats porte sur la participation ministérielle. Pour Guesde, l'expérience de quelques mois montre « *l'impuissance absolue d'un socialiste égaré dans une majorité ministérielle bourgeoise* ». Alors que Jaurès la justifie : « *Soit lorsqu'une crise grave menace les libertés publiques, soit lorsque la propagande et l'action du parti socialiste ont conduit à maturité une importante réforme.* » Il souhaite qu'elle se fasse « *avec l'assentiment formel du parti* » et que le ministre « *rende compte de son mandat au congrès* ».

Si la participation à un gouvernement bourgeois est rejetée par 818 voix contre 634, Jaurès parvient, en s'inspirant de la résolution de compromis précédemment adoptée par

le POF, à laisser ouverte cette possibilité par l'ajout suivant : « *Tout en admettant que des circonstances exceptionnelles peuvent se produire, dans lesquelles le parti aurait à examiner la question.* » Seuls les vaillantistes et l'Alliance communiste s'opposent à cette concession.

Le sentiment unitaire prévalant, le congrès se termine sur ce compromis fragile. La perspective de réunir les socialistes dans un même parti soulève l'enthousiasme des congressistes qui, pour la première fois, reprennent en chœur *L'Internationale*. Le chant de lutte des guesdistes du Nord, devenu celui du POF, sera désormais l'hymne des socialistes, remplaçant définitivement *La Carmagnole*.

Ministérialisme et révisionnisme : une question internationale

La participation de Millerand fait écho au révisionnisme qui se développe au sein de l'Internationale. Depuis deux ans, Bernstein, l'un des dirigeants de la social-démocratie allemande, remet en cause le marxisme et ses conclusions révolutionnaires et propose d'avoir « *le courage de s'émanciper d'une phraséologie dépassée dans les faits et d'accepter d'être un parti des réformes socialistes et démocratiques* ». C'est dans ce contexte que Jaurès a pris l'initiative d'une consultation de dirigeants des partis européens. Une majorité se retrouve derrière son orientation concernant l'affaire Dreyfus, mais la participation ministérielle est rejetée.

Rosa Luxemburg apporte cet éclairage : « *Pour la conception opportuniste du socialisme, comme celle qui hausse le*

ton dans notre parti ces derniers temps dans les théories de Bernstein en particulier, pour la réalisation graduelle du socialisme dans la société bourgeoise, l'entrée d'éléments socialistes dans le gouvernement doit être à la fois désirée et considérée comme naturelle. » Elle conclut à l'adresse de Jaurès : « *L'entrée des socialistes dans un gouvernement bourgeois n'est donc pas, comme on le croit, une conquête partielle de l'État bourgeois par les socialistes, mais une conquête partielle du parti socialiste par l'État bourgeois.* » Elle ajoute que la fin de la « *crise nationaliste-cléricale* […] *met également fin à la mission particulière du ministre socialiste* ».

Lors du congrès international qui se tient à Paris du 23 au 27 septembre 1900, l'essentiel des débats est consacré au révisionnisme. Il est aussi marqué par la répression de la manifestation, conduite par les internationaux, venue déposer une gerbe au cimetière du Père-Lachaise en l'honneur des combattants de la Commune, et par le refus de Millerand de toute rencontre avec les délégués.

Sur le cas Millerand, Karl Kautsky, principale figure du socialisme international, propose cependant un texte de compromis, laissant au parti du pays concerné le soin de décider si les circonstances justifient la participation : « *L'entrée d'un socialiste isolé dans un gouvernement bourgeois ne peut pas être considérée comme le commencement normal de la conquête du pouvoir politique, mais seulement comme un expédient forcé, transitoire et exceptionnel. Si, dans un cas particulier, la situation politique nécessite cette expérience dangereuse, c'est là une question de tactique et non*

de principe ; le congrès international n'a pas à se prononcer sur ce point. »

Guesde et Vaillant s'opposent à cette proposition, ce dernier interpellant Kautsky pour connaître les raisons de ce renoncement à condamner le ministérialisme, alors qu'il mène depuis plusieurs mois la lutte contre les théories de Bernstein. L'attitude de Kautsky s'explique-t-elle par son amitié pour Jaurès, ou par la crainte de nuire à l'unité des socialistes français ?

Quoi qu'il en soit, l'Internationale socialiste ayant botté en touche, la participation de Millerand est de nouveau à l'ordre du jour du deuxième congrès, qui doit donner naissance au parti unifié.

Des départs successifs

Ce congrès s'ouvre le lendemain, le 28 septembre 1900, dans un climat tendu et suspicieux, car les partisans de Jaurès ont recueilli trois fois plus de mandats que l'année précédente. C'est alors qu'un délégué du POF est agressé. Devant le refus de condamner cet acte, ses camarades décident spontanément de quitter le congrès. Pour ne pas apparaître, comme Guesde et Lafargue, responsables de briser l'unité naissante, Vaillant et les siens décident de rester. Au cours des mois suivants, Vaillant essaie de faire le pont entre les deux courants.

Au POF, pour expliquer la rupture, on publie des œuvres de Marx sur la nature de l'État, comme *Les luttes de classe en France* ou *La Guerre civile en France*, des passages de

l'*Anti-Dühring* d'Engels sont traduits par Laura Lafargue. Paul Lafargue mène aussi le combat sur le plan philosophique en s'attaquant à l'idéalisme que Jaurès essaie de concilier avec le marxisme.

De son côté, Jaurès défend la participation dans les colonnes de *La Petite République* et dans des réunions publiques contradictoires. La plus célèbre l'oppose à Guesde et se tient le 16 novembre 1900 à Lille. Près de 8 000 personnes sont venues entendre « *les deux méthodes* » de l'action socialiste pour la conquête du pouvoir politique, ce qui montre tout l'intérêt des militants pour cette question.

En mai 1901, au congrès de Lyon, grâce au ralliement de fédérations ayant quitté le POSR, Jaurès est largement majoritaire. Devant le nouveau refus de condamner le ministérialisme, les vaillantistes du PSR décident à leur tour de partir. Quant aux allemanistes, en désaccord avec la participation ministérielle, ils reprennent leur autonomie, avant de claquer la porte en fin d'année, à la suite de divers événements, notamment la participation de Millerand à une réception en l'honneur du tsar, sinistre bourreau du mouvement socialiste russe. Deux pôles socialistes vont alors se cristalliser.

Création du PSdF et du PSF

D'un côté, se crée un regroupement en novembre 1901 avec le POF, le PSR, l'Alliance communiste et différentes fédérations dissidentes. Il se transforme l'année suivante en Parti socialiste de France (PSdF). Il compte environ

25 000 membres, dont 20 000 du POF et 3 000 du PSR. Le règlement adopté en fait un parti structuré et centralisé, contrôlant sa presse et ses élus. Il définit son positionnement de la sorte : « *Parti de révolution et, par conséquent, d'opposition à l'État bourgeois, s'il est de son devoir d'arracher toutes les réformes susceptibles d'améliorer les conditions de lutte de la classe ouvrière, il ne saurait en aucune circonstance, par la participation au pouvoir central, par le vote du budget, par des alliances avec des partis bourgeois, fournir aucun des moyens pouvant prolonger la domination de la classe ennemie.* » Pendant un temps, Guesde et Vaillant mettent de côté leurs divergences, notamment sur la défense républicaine, les relations avec les syndicats ou leur conception des réformes. Cependant, malgré leur intervention, de nombreux groupes locaux refusent de travailler ensemble. Le PSdF correspond bien plus à une alliance de circonstance, avec pour objectif d'apparaître comme un pôle regroupant les inévitables déçus par la politique opportuniste de Jaurès, qu'à la création d'un véritable parti, uni sur le plan théorique et organisationnel.

D'un autre côté, se constitue, en mars 1902, le Parti socialiste français (PSF) avec Jaurès, Brousse, Briand et Viviani. Il compte environ 10 000 membres. En son sein règne la plus grande hétérogénéité, car il est constitué de fédérations autonomes au passé allemaniste, possibiliste, guesdiste ou sans affiliation nette. L'organisation du PSF est d'ailleurs très décentralisée, laissant de larges marges de manœuvre à ces fédérations, tout comme aux élus qui, s'ils doivent se concerter, n'ont ni discipline de vote ni contrôle du parti.

Son programme est très mesuré, affirmant : « *Le PSF, repoussant la politique du tout ou rien, a un programme de réformes dont il poursuit dès maintenant la réalisation.* » Il précise que, du socialisme, « *on peut dire qu'il est la république elle-même, puisqu'il est l'extension de la république au régime de la propriété et du travail* ». La tactique de Jaurès est de se rapprocher des radicaux, afin de les influencer sur la base du programme de Saint-Mandé.

Quel bilan pour le ministérialisme ?

L'amélioration des conditions d'existence des travailleurs avait été l'un des arguments avancés pour soutenir la participation de Millerand au gouvernement. Les réformes sociales ne voient pas le jour, la création d'un système de retraites est ainsi ajournée. Seule la limitation de la journée de travail à 10 heures est mise en place, mais le patronat ne la conçoit qu'avec une baisse de salaire proportionnelle, alors que les seules dépenses alimentaires en absorbent près des trois quarts. De plus, suite à l'adoption de la loi Millerand-Colliard au Sénat, c'est au contraire la journée de travail des enfants qui augmente, de 10 à 11 heures pendant les quatre années suivantes.

À la tête de son ministère, Millerand facilite l'embauche de syndicalistes modérés à l'Office du travail et promeut le paritarisme au conseil supérieur du travail, afin de permettre « *la collaboration féconde des ouvriers, des patrons et du gouvernement* ».

Dans la même veine, face à des grèves plus nombreuses depuis 1898, il dépose un projet de loi pour les empêcher. Il déclare : « *Dans cette guerre, car c'en est une, tout le monde est frappé, les ouvriers d'abord, le patron ensuite, grièvement atteint, dans l'état de concurrence intensive qui est le nôtre, par une interruption inattendue et inopportune de sa production, et le public lui-même, car trop souvent l'ordre matériel est troublé.* » Une partie des socialistes et des syndicalistes s'y oppose, car une procédure d'arbitrage entre les revendications des ouvriers et les intérêts patronaux serait instaurée, comme le vote de la grève à bulletin secret par une majorité de salariés.

Face à la combativité croissante des travailleurs – on atteint 900 grèves en 1900 – le gouvernement se montre aussi répressif que ses prédécesseurs. En février, à la Martinique, neuf ouvriers agricoles tombent sous les balles de la troupe ; en juin, à Chalon-sur-Saône, la police tue trois ouvriers. Lors des grèves de la Martinique, afin de préserver la majorité de Waldeck-Rousseau, 22 socialistes ministérialistes se retrouvent à voter pour un texte présentant les doctrines socialistes comme « *un piège destiné à abuser les travailleurs* ». Lors de la grève de Montceau-les-Mines (elle dure 105 jours, de janvier à mai 1901), après l'occupation de la ville par la troupe, 21 ministérialistes soutiennent de nouveau le gouvernement. L'un d'eux, Basly, le dirigeant du syndicat des mineurs, en contact direct avec Waldeck-Rousseau, sabote la grève nationale de soutien.

Un autre argument mis en avant par Jaurès pour justifier la participation avait été la menace de coup d'État. Dans *La*

crise socialiste en France, Rosa Luxemburg revient dessus et souligne l'absence de danger : « *La république a derrière elle le gros de la bourgeoisie, les "repus", de larges couches de la petite bourgeoisie, elle a désarmé la défiance de son adversaire principal d'autrefois, la paysannerie, pour qui elle s'est avérée une mère pleine d'amour.* » Elle ajoute, à la suite du vote par les ministérialistes de l'amnistie protégeant les auteurs du complot contre Dreyfus : « *Si la défense de la république devait dépendre de l'action du cabinet Waldeck-Rousseau, elle se serait écroulée il y a longtemps. À la farce du coup d'État monarchiste correspond la farce de la défense républicaine.* »

Au lieu que les socialistes se servent du Parlement pour en dénoncer la politique, elle constate : « *Eu égard au "moindre mal", les socialistes français se voient fort souvent obligés, au contraire, d'empêcher par leur voix la chute d'un gouvernement bourgeois.* » Et de conclure : « *L'ère Millerand a créé un terrain fertile pour toutes sortes de corruptions politiques et personnelles dans les rangs socialistes.* […] *Et le résultat de cet épisode, qui a duré à peine trois ans, c'est qu'aujourd'hui le parti socialiste possède, lui aussi, sa collection de parlementaires et de journalistes usés jusqu'à la corde, qui ont déjà plaidé, voté, écrit pour et contre tout, tout promis et rien tenu, perdu toute assurance intérieure, et dont le blason n'a plus un seul recoin qui ne soit terni.* »

De son côté, Lénine fait le constat suivant : « *Au lieu de faire de la théorie, les socialistes français ont agi ; le régime politique de la France, plus évolué dans le sens démocratique,*

leur a permis de passer immédiatement au "bersteinisme pratique", avec toutes ses conséquences. »

CHAPITRE 2

LE GRAND ÉCART SOCIALISTE

Le Bloc des gauches, ou le ministérialisme sans ministère (1902-1904)

En 1902, les législatives sont centrées sur la laïcité. Ses défenseurs radicaux et radicaux-socialistes l'emportent, avec 27 % des voix et 308 députés. À Carmaux, grâce à l'absence de radical dès le premier tour, Jaurès prend sa revanche sur le marquis de Solages. Les autres candidats du PSF bénéficient de cet accord, ce qui lui permet d'obtenir 36 députés et 550 000 voix. De son côté, le PSdF a 14 députés et 320 000 voix… Vaillant est réélu dans le quartier du Père-Lachaise, mais Guesde échoue une nouvelle fois à Roubaix. Au total, les socialistes recueillent 10,3 % des voix.

À la tête du gouvernement, le radical Émile Combes s'appuie sur une majorité qui prend le nom de Bloc des gauches, allant des républicains modérés, représentants des milieux d'affaires, aux radicaux et aux socialistes du PSF. Après les troubles auxquels les milieux catholiques ont largement pris part lors de l'Affaire Dreyfus, Combes fait de la séparation de l'Église et de l'État une priorité. Vu les controverses autour du ministère de Millerand et la faiblesse de son bilan,

Jaurès ne souhaite plus qu'un socialiste soit ministre. Cependant, par sa fonction de vice-président de l'Assemblée et de porte-parole de la Délégation des gauches, Jaurès est si proche du pouvoir que l'on peut parler de ministérialisme sans ministère. De nouveau est avancé l'espoir de réformes, comme la création d'un système de retraites, d'un impôt sur le revenu moins injuste que les impôts indirects, qui frappent particulièrement les classes populaires, ou encore la réduction de la durée du service militaire à deux ans, mais aucune ne voit le jour. Redevenu député, Millerand vote pour le budget des cultes et soutient les poursuites intentées contre les bourses du travail pour leur campagne antimilitariste. Après plusieurs mois de controverses, il est exclu du Parti socialiste français.

Le PSdF n'a cependant pas de politique alternative à proposer car, comme le note Rosa Luxemburg, il ne parvient pas à se détacher de « *l'illusion selon laquelle le Parlement est l'axe central de la vie sociale, la force motrice de l'histoire universelle* […]. *Le fruit naturel d'une telle conception est le fameux "crétinisme parlementaire" qui, devant le bavardage satisfait de quelques centaines de députés dans une Chambre législative bourgeoise, est aveugle aux forces gigantesques de l'histoire mondiale qui agissent hors d'elle, dans le flux de l'évolution sociale, et qui font fi des faiseurs de loi parlementaires.* »

Bien que, lors de la campagne des législatives, le PSdF ait dénoncé le ministérialisme et que ses militants multiplient pamphlets et chansons ironisant sur l'opportunisme de Jaurès, dans 90 % des cas ses députés votent de la même

manière que ceux du PSF, appuyant notamment la politique anticléricale du gouvernement. Le groupe du PSdF devient même un pilier de la majorité de Combes, suite à la défection en 1903 de républicains modérés. Les socialistes prêtent le flanc aux critiques des anarchistes au sein de la CGT, qui les accusent d'embourgeoisement. Ces critiques vis-à-vis des socialistes s'inspirent des conclusions que faisait Pelloutier à l'issue du congrès de Japy, en 1899 : « *Le parti socialiste ne sera pas seulement encore un parti parlementaire, paralysant l'énergie et l'esprit d'initiative que nous cherchons à inspirer aux groupes corporatifs, il sera de plus un parti contre-révolutionnaire, trompant l'appétit populaire par des réformes anodines ; et les associations corporatives, renonçant à l'admirable activité qui, en dix ans, les a pourvues de tant d'institutions* [les bourses du travail] *dues à elles-mêmes et à elles seules, se confieront encore aux irréalisables promesses de la politique.* »

Rosa Luxemburg fait ce constat sévère : « *Le Parlement n'est pas seulement l'objet d'éloges en tant qu'instrument adéquat du progrès social, de la justice, de l'ascension de la classe ouvrière, de la paix mondiale et d'autres choses miraculeuses, bien plus, ce Parlement est présenté comme l'instrument adéquat pour la réalisation des objectifs finaux mêmes du socialisme. Ainsi, tous les espoirs, toutes les aspirations, toute l'attention de la classe ouvrière sont concentrés sur le Parlement.* […]

Les illusions exagérées du prolétariat, nourries par la politique verbeuse de Jaurès, devaient inévitablement accuser un contrecoup violent et, effectivement, une bonne partie des travailleurs français ne veut plus rien savoir aujourd'hui,

non seulement du jauressisme, mais du Parlement et de la politique en général, […] *prêche l'abandon du parlementarisme et le retour pur et simple au syndicalisme.* »

Le syndicalisme révolutionnaire et le grand écart socialiste

Après des débuts difficiles, la CGT prend son essor avec l'intégration de la Fédération des bourses du travail, à la suite de la disparition de Pelloutier en mars 1901. Une structure originale voit le jour en 1902, avec deux sections, l'une regroupant horizontalement les bourses du travail, l'autre réunissant verticalement les fédérations de métier. La réunion de leurs deux comités forme le comité confédéral, véritable parlement de la CGT. Pour l'anarchiste Émile Pouget, la CGT quitte enfin « *son état de larve* ».

Pourtant, la CGT est loin de représenter l'ensemble du mouvement syndical. Elle ne regroupe qu'un syndiqué sur six : de puissantes fédérations, comme celle des mineurs, refusent d'y adhérer. Pour elles, le mode de scrutin par syndicat, et non selon le nombre de syndiqués, favorise trop les minorités radicales. À la direction de la CGT, les anarchistes comme Émile Pouget et Georges Yvetot donnent le ton.

À la participation électorale qui conforte les institutions bourgeoises, les anarcho-syndicalistes préfèrent l'action syndicale, par les grèves, le sabotage et le boycott. Ils défendent le principe d'une politique de lutte contre la bourgeoisie et contre l'État, garant des privilèges capitalistes. Ils affirment leur antimilitarisme dans *Le manuel du soldat*,

qui appelle les jeunes ouvriers qui vont faire leur service militaire à ne jamais tirer sur leurs frères de classe en grève ; ils rejettent la défense nationale et considèrent le patriotisme comme un leurre.

Avec des allemanistes tels que Niel, trésorier de la confédération, ou des vaillantistes comme Griffuelhes, le secrétaire de la CGT, commence ainsi à se former le courant du syndicalisme révolutionnaire. Ces militants privilégient leur action syndicale à leur affiliation politique en mettant en avant le principe de l'indépendance syndicale vis-à-vis de toute ingérence de partis.

Les syndicalistes révolutionnaires se retrouvent sur le renversement nécessaire de l'État capitaliste et son remplacement par une organisation basée sur les syndicats qui, d'instruments d'émancipation, car « *libres associations d'hommes libres* », se transformeraient en moyens d'assurer un « *communisme libertaire et intégral* ». Ils mettent en avant l'action directe et la grève générale comme moyen pour transformer la société et mettre fin à l'exploitation. Griffuelhes affirme ainsi : « *La question ouvrière est posée par nous, syndicalistes révolutionnaires, de la façon suivante : lutter contre le patronat pour obtenir de lui, et à son désavantage, toujours plus d'améliorations, en s'acheminant vers la suppression de l'exploitation.* » Il précise : « *Action directe veut dire action des ouvriers eux-mêmes, c'est-à-dire action directement exercée par les intéressés. C'est le travailleur qui accomplit lui-même son effort ; il l'exerce personnellement sur les puissances qui le dominent, pour obtenir d'elles les avantages réclamés. Par l'action directe, l'ouvrier*

crée lui-même sa lutte ; c'est lui qui la conduit, décidé à ne pas s'en rapporter à d'autres qu'à lui-même du soin de le libérer. » Il conclut : « *Elle* [l'action directe] *est une manifestation de la conscience et de la volonté ouvrières ; elle peut avoir des allures bénévoles et très pacifiques, et aussi des allures très vigoureuses et violentes… Cela dépend des circonstances. Mais, en un cas comme dans l'autre, elle est de l'action révolutionnaire parce qu'elle n'a cure de la légalité bourgeoise.* » « *Cette grève générale, ou révolution, sera violente ou pacifique selon les résistances à vaincre.* »

Cette radicalité trouve dans cette période de remontée de la combativité ouvrière un écho auprès des jeunes militants. En octobre 1902, la grève générale des mineurs pour des hausses de salaire et pour des retraites dure plusieurs semaines. L'arbitrage de l'État, obtenu par Jaurès et Millerand venus les soutenir, est loin de donner satisfaction. La grève du textile dans le Nord, qui s'étend de l'automne 1903 au printemps de l'année suivante, contre les effets de la loi Millerand-Colliard provoquant une baisse des salaires du fait de la réduction de la journée de travail, met de nouveau les socialistes en porte-à-faux. Si, dans un premier temps, le gouvernement Combes ne réprime pas violemment ces grèves, il revient vite aux pratiques de ses prédécesseurs. Ainsi, en octobre 1904, le préfet Lépine fait intervenir la police contre 3 000 travailleurs réunis à la bourse du travail de Paris. On dénombre des dizaines de blessés. Si la majorité des socialistes condamnent l'intervention policière, Jaurès et quatorze de ses députés votent la confiance au ministère Combes et dénoncent la violence des syndicalistes.

À chaque fois qu'un gouvernement semble menacé, les socialistes lui apportent leur soutien, ce qui les éloigne d'une partie du mouvement ouvrier alors qu'il avait été la base de leur renouveau. Pour ceux qui veulent transformer la société, les syndicalistes révolutionnaires représentent une alternative au socialisme parlementaire et à la tactique de conquête progressive du pouvoir politique.

Des socialistes français en difficulté

Au sein du PSF, la ligne de Jaurès est de plus en plus critiquée. Si la séparation de l'Église et de l'État est en cours et débouche sur la loi de 1905, aucune avancée sociale n'est à noter. Des fédérations quittent le PSF et les effectifs, aux environs de 8 000 membres, sont en baisse de 25 %. La seule consolation vient des élections municipales de 1904. À Paris, ils arrivent en tête et ont avec les radicaux la majorité au conseil municipal, et des villes importantes sont conquises dont Brest, Dijon ou Saint-Quentin.

Le PSdF de Guesde et Vaillant ne profite pas pour autant de ces difficultés. Si son extension géographique s'accroît, avec des groupes présents dans 53 départements, ses effectifs régressent à 17 000 adhérents. Les municipales de 1904 ne sont pas une réussite : il perd des villes emblématiques, Lille, Bourges, Montluçon, conquises en 1892. N'ayant en fait aucune politique alternative au socialisme parlementaire, il manque aussi de cohésion politique. Souvent proches des allemanistes au sein des syndicats, les vaillantistes se distinguent en mettant l'accent sur l'anticléricalisme et

l'antimilitarisme. À la Chambre, Vaillant considère les réformes pouvant améliorer la condition ouvrière comme une priorité de son action. Les vaillantistes restent attachés à la « défense républicaine » alors que Guesde et Lafargue sont plus nuancés, la république n'étant pour eux qu'une des formes de la domination de la bourgeoisie. De fait, le PSdF ne parvient pas à constituer le pôle permettant d'entrevoir la construction d'un parti de classe.

Pour Kautsky, la responsabilité de cette situation incombe en tout premier lieu à Jaurès, qui *« a ruiné le socialisme prolétarien de son pays pour des années »*. Il ajoute : *« Jaurès déshabitue les gens de penser clairement. Il est un génie rhétorique, mais c'est justement pour cela qu'il croit pouvoir tout faire avec des mots.* […] *Il exagère au plus haut degré ce fléau national français* […]. *Pour le reste, son talent est celui d'un tireur de ficelles parlementaire. »* Confronté en Allemagne à une nouvelle offensive des révisionnistes, notamment au sein du groupe parlementaire, Kautsky fait adopter lors du congrès de Dresde en 1903 une motion condamnant toutes ces dérives, une motion que Guesde et Vaillant s'empressent de reprendre lors du congrès du PsdF.

À la veille du congrès international d'Amsterdam, rien ne laisse présager un rapprochement entre les socialistes français, comme Kautsky l'écrit à Guesde : *« Je considère qu'il est impossible de faire l'unité avec Jaurès. Mais on doit s'efforcer de l'isoler et de le faire reconnaître devant le prolétariat international comme la vraie cause de désunion du socialisme français. »*

CHAPITRE 3

VERS L'UNITÉ ET LA CRÉATION DE LA SFIO

Le congrès d'Amsterdam août 1904

Lors du congrès international, Jaurès affirme que son orientation a contribué au salut de la république, à des réformes sociales et à la sauvegarde de la paix mondiale. Pour lui, du fait du régime plus démocratique de la France, son parti s'est retrouvé face à des choix auxquels les autres n'ont pas été confrontés. Et il les interpelle : « *Ah ! je vous y attends, socialistes de tous les pays, qui n'avez pas de Parlement encore, où la responsabilité ministérielle n'existe pas, où le ministre, le chancelier ne sont responsables que devant l'empereur, où le vote du Reichstag passe dans le vide comme un vent stérile. Je vous y attends, le jour où, du bulletin que vous avez dans la main, dépendra l'avènement d'un ministère de ténèbres et de brutalités* […]. *Cette confiance, nous l'avons eue, et le prolétariat nous l'a rendue !* »

C'est alors que Jules Guesde explose, comme Charles Rappoport le raconte : « *Jules Guesde, l'apôtre du marxisme français, sans demander la parole, éclata comme une bombe,*

et prononça un véritable réquisitoire contre la participation. […] *Le socialisme n'est pas la prolongation de la démocratie bourgeoise, mais le résultat de l'évolution capitaliste, et a comme base le combat prolétarien, la lutte des classes dirigée contre la bourgeoisie. La tactique de Jaurès aboutirait au socialisme de préfecture (c'était le sens et presque le mot), à transformer le prolétariat en annexe de la bourgeoisie, etc.* » Le leader social-démocrate allemand Bebel condamne tout aussi fermement Jaurès : « *C'est vous-même qui vous êtes compromis de la façon la plus grave en soutenant continuellement Millerand. Ç'a été le pas le plus fatal de votre vie, le piège le plus dangereux que vous ayez pu tendre au socialisme international.* […] *Vous menez la lutte anticléricale avec la bourgeoisie.* […] *Il eût fallu sauvegarder votre autonomie et rester sur le terrain de la lutte de classes.* » Il ajoute : « *Si fort que nous vous envions, à vous Français, votre République et que nous la désirions pour nous, nous ne nous ferons pas cependant casser la tête pour elle : elle n'en vaut pas la peine. Monarchie bourgeoise, République bourgeoise, l'une et l'autre sont des États de classe ; l'une et l'autre sont nécessairement, par leur nature, faites pour le maintien de l'ordre social capitaliste.* » Et Bebel de conclure : « *Le socialisme ne peut accepter que l'intégralité du pouvoir. S'il en a seulement une part, il n'a rien.* »

Par 27 voix contre 3 et 10 abstentions : « *Le congrès repousse de la façon la plus énergique les tentatives révisionnistes.* »

Et il précise :

« 1- *Que le parti* […] *ne saurait approuver aucun des moyens de nature à maintenir au pouvoir la classe dominante.*

2- *Que la démocratie socialiste ne saurait accepter aucune participation au gouvernement dans la société bourgeoise.* »

Par ailleurs, les délégués se prononcent à l'unanimité pour l'unité des socialistes dans tous les pays. Cette invitation s'adresse en premier lieu aux Français, comme le souligne Vandervelde : *« Au début de ce congrès, nous avons vu Katayama et Plékhanov* [représentants du Japon et de la Russie alors en guerre] *se tendre la main. Jaurès et Guesde seront-ils plus fratricidement en guerre que le Japon et la Russie ? Camarade Guesde, camarade Jaurès, je vous adjure dans une pensée de paix internationale de vous tendre la main.* »

Vers l'unité

Guesde se satisfait de la condamnation de la politique jauressienne : *« Maintenant, tout le passé est oublié, c'est une nouvelle page qui s'ouvre… Nous oublions les erreurs de ceux qui avaient un moment abandonné le terrain de classe, nous leur tendons une main fraternelle.* »

Jaurès, pressé par sa base, ne peut ignorer cet appel à l'unité, dont il a accepté le principe à Amsterdam. En outre, le gouvernement d'Émile Combes est de plus en plus fragilisé et la politique du Bloc des gauches touche à sa fin. Dans *Les conditions de l'unité*, il en décrit les contours et se

projette dans l'avenir : « *Nous n'avons pas le droit d'avoir raison avant l'heure. Nous ne pouvons pas avoir raison contre notre parti, surtout quand il s'agit d'exercer en son nom l'action gouvernementale.* […] *Le temps et la réflexion feront leur œuvre* […] *Que pouvons-nous faire de plus en ce sens que de proposer qu'aucun socialiste* […] *ne pourra accepter une part du pouvoir gouvernemental sans le consentement explicite de toutes les organisations nationales, de Guesde, de Vaillant et d'Allemane comme de nos amis ?* […] *Je persiste à penser que le parti socialiste sera appelé par la force des choses et par la loi de la démocratie à participer au pouvoir central. Je suis convaincu qu'à la longue le parti socialiste s'affaiblira en refusant sa part de responsabilité.* »

Le rappel dans cet article de la motion de 1900, reprise en 1904, d'une possible participation gouvernementale dans des circonstances exceptionnelles qui, dans l'esprit de son rédacteur Kautsky, pouvaient être celles d'une guerre, préfigure la position que tous les dirigeants socialistes français adopteront en 1914.

Pour l'heure, ne voulant pas apparaître comme réfractaire à l'unité, Jaurès participe à la commission d'unification du 15 novembre 1904. Celle-ci réunit le PSdF, le PSF, les allemanistes du POSR et les fédérations autonomes, et elle va donner naissance à la SFIO.

1905 : le Parti socialiste – Section française de l'Internationale ouvrière

Le congrès d'unification se tient du 23 au 25 avril 1905, à Paris. Fort de ses 17000 adhérents, le PSdF est majoritaire. Le PSF n'en a que 8000, les allemanistes 3000 et les fédérations autonomes 5000. 90 départements sont représentés.

L'unanimité se fait sur l'article 1 : « *Entente et action internationales des travailleurs ; organisation politique et économique du prolétariat en parti de classe pour la conquête du pouvoir et la socialisation des moyens de production et d'échange, c'est-à-dire la transformation de la société capitaliste en une société collectiviste ou communiste.* »

La phrase : « *Le groupe socialiste au Parlement est distinct de toutes les factions politiques bourgeoises* » semble aux guesdistes et vaillantistes une garantie suffisante contre un retour de la politique du Bloc des gauches.

Des exceptions sont admises sur le vote du budget de l'État, mais c'est au parti d'en décider. En cas de désaccord persistant, on s'en remet à l'arbitrage international. Les propositions allemanistes de contrôle des élus (imposant démission signée en blanc et cotisations obligatoires) sont adoptées, mais on n'exige pas la discipline de vote. Tout candidat s'engage à suivre les principes et décisions du parti et seuls les membres du parti peuvent intégrer le groupe parlementaire, afin d'écarter des transfuges du radicalisme.

Le parti est organisé de manière verticale en groupes, sections et fédérations. Ces dernières désignent les délégués au congrès annuel, au prorata des cotisations perçues. Le

congrès est l'organe suprême. Il désigne, en proportion des mandats reçus par chaque courant, les 23 membres de la commission administrative permanente (CAP) et, parmi eux, trois secrétaires et deux trésoriers, qui constituent le bureau, véritable direction du parti. Les délégués élisent le conseil national, le parlement du parti entre chaque congrès, constitué de la CAP, des représentants des fédérations et d'une délégation d'au moins cinq membres du groupe parlementaire. Ce conseil national contrôle les journaux du parti et désigne leurs comités de rédaction. Quant aux journaux se réclamant simplement du socialisme, comme *L'Humanité* de Jaurès, ils sont invités à suivre la politique définie par les congrès.

Pour Guesde, ce règlement doit éviter de retomber dans les erreurs du passé. Certains groupes guesdistes doutent avec raison que cela suffise.

En Haute-Vienne, les militants du PSdF dénoncent le quitus donné à Jaurès sur la politique « blocarde ». Et *Le Socialiste du Centre* de s'inquiéter de *« la continuation d'une méthode à double face : révolutionnaire dans les principes, démocratique et bourgeoise dans la pratique »*. Dans le Nord, le journal guesdiste *Le Travailleur* se demande *« si l'unité que l'on nous propose n'est pas un truc avec des ficelles pour rouler une fois de plus le prolétariat »*. En Gironde, les guesdistes pensent que les partisans de Jaurès *« n'apporteront rien que le trouble, le discrédit et le découragement »*. Pour le secrétaire fédéral du Gard, l'unité est une comédie qui *« servira uniquement pour faire réélire les quelques farceurs ambitieux de l'ancien groupe des indépendants »*.

Comme le souligne Lagardelle, syndicaliste révolutionnaire mais présent au congrès d'unification en tant que membre du PSdF : « *Il appartiendra aux révolutionnaires – si vraiment ils sont tels – de transformer en victoire réelle ce qui n'est jusqu'ici qu'une victoire verbale.* »

Cependant, sous la pression du sentiment unitaire qui prédomine, rares sont ceux qui ne rejoignent pas la SFIO. Seules, la fédération de Lorraine et les sections de Clermont-Ferrand et d'Armentières s'y refusent.

Quant à l'aile droite du PSF, animée par Briand et Viviani, elle refuse de rejoindre le parti unifié, préférant continuer à s'entendre avec les radicaux. C'est d'ailleurs Briand qui en décembre 1905 présente au Parlement la loi de séparation de l'Église et de l'État, montrant tout son soutien au gouvernement d'Émile Combes. Ce groupe indépendant, qui compte 1 000 à 2 000 adhérents et une quinzaine de députés, devient une pépinière de ministres.

Deuxième partie

La SFIO de 1905 à 1914

L'année 1905 marque le début de la période de croissance record de l'économie française. De 1908 à 1913, la production industrielle, dynamisée par les innovations dans l'électricité, le moteur à explosion, la chimie, s'accroît de 31 %. Si la France reste un pays majoritairement rural où la petite et moyenne entreprise reste dominante, de grandes usines apparaissent : Renault, qui passe de six ouvriers en 1898 à 4 000 en 1913, Michelin et ses 3 000 ouvriers à Clermont-Ferrand. À la veille de la Première Guerre mondiale, sur près de 21 millions d'actifs, on compte plus de 9 millions d'ouvriers, dont 6,5 millions dans l'industrie. Pour répondre à ces besoins, l'exode rural se poursuit au rythme de 150 000 départs par an, le taux d'activité des femmes progresse et on fait appel à l'immigration (près de 3 % de la population).

La classe ouvrière est confrontée au développement du travail à la chaîne et du chronométrage. Cette exploitation méthodique fait le bonheur de la bourgeoisie française, tout comme la rente tirée des 46 milliards de francs placés à l'étranger, soit le cinquième de tous les capitaux investis dans le monde.

Cette « Belle Époque » n'en est pas une pour les ouvriers. Leur salaire reste à 90 % absorbé par les dépenses de première nécessité. La

précarité des conditions de vie est très grande, comme en témoigne à l'été 1911 l'explosion de colère du « soulèvement des ménagères » confrontées à la flambée des prix de la nourriture et du logement.

Après leur unification, toujours dans l'espoir de réformes sociales, les socialistes français continuent de privilégier l'action parlementaire. Certains députés apportent même leur soutien au ministère Clemenceau, alors que ce dernier s'illustre dans la répression du mouvement ouvrier. Si la SFIO ne participe plus au gouvernement, d'anciens membres, Briand, Viviani, ne tardent pas à le rejoindre, voire à devenir présidents du Conseil, discréditant un peu plus les socialistes aux yeux des syndicalistes révolutionnaires.

Dans les premières années de la SFIO, la révolution russe de 1905 suscite l'enthousiasme des socialistes français et aurait pu les conduire à remettre en question le cours de plus en plus réformiste du parti. Mais, avec son reflux, se renforce l'illusion que la « prospérité » économique, favorisée par le pillage colonial, peut conduire à une évolution lente et pacifique vers le socialisme. Cette prospérité donne lieu à une nouvelle poussée du révisionnisme, dont Lénine explique ainsi les causes plus générales : « Ce n'est que pendant un laps de temps très court que seuls

les moins clairvoyants pouvaient songer à une refonte des principes de la doctrine de Marx, sous l'influence de quelques années d'essor et de prospérité industriels». *Et de pointer que si* «la physionomie de certaines crises s'était modifiée, les crises demeuraient partie intégrante inéluctable du régime capitaliste.» *Pour lui, la nécessité de le renverser restait plus que jamais d'actualité.*

Un autre événement, la mobilisation de la CGT pour la journée de huit heures, lors du 1er mai 1906, aurait pu interroger les socialistes français sur leur évolution opportuniste et leur intégration dans la vie politique parlementaire. Mais, focalisés sur les élections législatives, ils regardent avec dédain cette campagne. Cette attitude conduit à un éloignement progressif de la partie la plus radicale du mouvement ouvrier.

CHAPITRE Ier

LES SOCIALISTES FRANÇAIS ET LA RÉVOLUTION RUSSE DE 1905

Bien avant qu'éclate la révolution de 1905, les socialistes français portaient un intérêt particulier à la Russie, du fait de l'alliance militaire jugée « immorale » entre la république et le régime le plus réactionnaire d'Europe. La plupart le comparent à la France d'Ancien Régime, et pensent que si son renversement doit avoir lieu, il sera le fait d'une révolution ressemblant à celle de 1789. L'alliance s'est aussi concrétisée par le fait que le quart des capitaux français placés à l'étranger se trouvent en Russie. Lafargue en souligne les conséquences : « *Depuis plus d'un quart de siècle, la grande industrie, encouragée par le gouvernement et soudoyée par l'or européen, s'était établie en Russie ; et elle ne peut prendre racine et grandir sans créer une bourgeoisie libérale et un prolétariat révolutionnaire.* […] *Ce prolétariat, avant même d'atteindre sa majorité, avait donné de remarquables signes de vie et de force : depuis 1895 de grandes grèves avaient éclaté à Saint-Pétersbourg et dans les villes industrielles de l'empire.* » Ce mouvement de grèves s'est accéléré au cours des années 1903-1904, touchant successivement diverses régions.

En février 1904, le tsar, confronté aux ambitions territoriales du Japon en Extrême-Orient, se lance dans une guerre qui s'avère désastreuse. Alors que les emprunts russes faisaient le bonheur de la finance, des banques et des rentiers, nombreux sont ceux qui s'inquiètent de la fragilisation de cet allié de la France, qui est son principal débiteur.

Jaurès, tout en souhaitant une évolution démocratique du régime, tente de les rassurer : « *Même si elle commet le crime et la folie de continuer la guerre, la Russie ne sera point acculée à la banqueroute. Elle dispose de ressources naturelles si vastes et elle est engagée si avant dans le système financier des États modernes que, même vaincue, même presque épuisée, elle ne peut faillir à ses créanciers. Mais c'est surtout par la paix, par la liberté,* […] *qu'elle affermira son crédit et tous les capitalistes, grands, moyens et petits, qui détiennent des titres russes, sont aussi intéressés que le peuple russe lui-même au prompt rétablissement de la paix.* »

Lafargue raisonne à l'inverse : « *Des embarras financiers forcèrent Louis XVI à convoquer les États généraux, d'où sortit la révolution bourgeoise de 1789. Les embarras financiers forceront le tsar à ouvrir la porte à la révolution.* […] *Les révolutionnaires russes feront banqueroute d'un cœur d'autant plus léger qu'ils sauront que le bouillon sera bu par des étrangers et non par des compatriotes. Les Français ont crié comme des écorchés pour le petit milliard du Panama ; quels hurlements pousseront-ils quand éclatera le krach russe, où la France sera engagée pour une dizaine de milliards ! Quels remerciements jetteront-ils à la tête des gouvernants, des patriotes, des journalistes, des financiers qui leur avaient*

garanti la solidité du crédit russe ! » Et de prédire : « *Un grand empire comme la Russie, qui depuis un siècle joue un rôle prépondérant dans la politique européenne, ne pourra se mettre en révolution sans ébranler le monde.* »

Au lieu de faire diversion, le fiasco militaire a ravivé la contestation sociale. À Moscou, la manifestation du 22 janvier 1905 est férocement réprimée. À la suite de ce massacre du « Dimanche rouge », un meeting de soutien, première expression de l'unité des socialistes, est organisé à Paris : « *Pour ces combattants héroïques qui, en luttant pour la liberté de la Russie, luttent pour la liberté du monde et pour l'affranchissement politique et économique de tous les travailleurs.* » D'autres ont lieu en province, des listes de souscription sont lancées pour le retour des militants en Russie.

Lafargue souligne : « *Le prolétariat russe, que les grèves préparaient à la révolution, a fait le 22 janvier 1905 son apparition sur la scène politique, comme le firent, il y a un demi-siècle, les prolétariats d'Angleterre et de France ; et dès sa première manifestation, il a prouvé qu'il était à la hauteur de la mission historique du prolétariat, qui ne peut s'affranchir qu'en affranchissant la société. Il a, dans sa mémorable adresse au tsar, réclamé non seulement des réformes économiques pour alléger ses misères, mais encore des réformes politiques pour libérer la nation.* »

Au fil des mois, les socialistes français s'enthousiasment des progrès que connaît la révolution en Russie.

Jaurès, dans un article évocateur, *La révolution européenne*, fait le lien avec le mouvement pour la conquête du suffrage universel en Autriche-Hongrie. Donnant la parole

à Plekhanov, dans *L'Humanité*, il souligne la nécessité de ne pas se couper de la bourgeoisie libérale, afin d'aller vers une transition républicaine par la mise en place d'une Constitution démocratique, à l'instar de la révolution de 1789.

Lafargue espère une vague révolutionnaire bien plus large : « *Le prochain triomphe de la révolution qui, en abattant le tsarisme, cette formidable forteresse de la réaction européenne et qui, en nationalisant la propriété capitaliste, émancipera, en Russie, les travailleurs, et déchaînera en Europe la révolution sociale.* »

La guesdiste Angèle Roussel relève le caractère prolétarien de cette révolution, l'importance de la grève générale, ainsi que le rôle dirigeant du soviet de Petrograd : « *Cette organisation ignorée de nous, mais non moins existante, dont l'action révolutionne depuis bientôt un an toute l'existence sociale de la Russie.* […] *Une organisation ouvrière réelle qui s'appelle "le conseil des délégués ouvriers" et qui compte 226 membres* […] *chargés d'examiner toutes les questions formant l'objet de revendications soit politiques, soit économiques.* […] *La police interdit les délibérations du conseil des travailleurs, qui n'en décida pas moins de continuer la grève et d'organiser des meetings dans les fabriques.* » Et de citer l'une de ses résolutions : « *Il est indispensable que la classe ouvrière, s'appuyant sur les victoires déjà remportées, s'organise plus parfaitement et s'arme pour la lutte finale en faveur du suffrage universel, égal, direct et secret, et le rétablissement d'une République démocratique. Le conseil décrète, pour le 21 octobre, la grève générale politique.* »

Cependant, pour la plupart des socialistes, comme Jaurès, si la grève générale a « *sans doute porté le coup le plus terrible au tsarisme* », elle n'est pas transposable en France, car il y a un fait « *qu'on n'a pas le droit de négliger quand on veut appliquer à la lutte du prolétariat français les leçons de la révolution russe. C'est que, dans tous les pays où la grève générale joue un grand rôle, elle est employée à défaut du suffrage universel et pour le conquérir ou pour le défendre.* » Il en conclut : « *Le prolétariat ne peut pas abandonner, au profit de la grève générale, la conquête du pouvoir politique par le suffrage universel, puisque c'est précisément pour conquérir le suffrage universel, là où il ne l'a point encore, qu'il emploie la grève générale.* » Au mieux, elle pourrait être, selon lui, le coup de boutoir ultime après une longue éducation et préparation du prolétariat qui aura miné les bases de la société.

De son côté, le guesdiste Bonnier écrit : « *Les partisans de la grève générale ne peuvent vraiment se servir de cet atout, puisque, somme toute, la grève en Russie a accompagné un mouvement révolutionnaire* […] *et n'avait pas été annoncée à son de trompe, comme c'est le cas en France* », où les anarcho-syndicalistes en font la propagande. Il ajoute qu'il est « *du devoir de tout socialiste qui croit ce moyen dangereux, de crier "Casse-cou !" au prolétariat,* […] *leur devoir est donc de l'affirmer, malgré le mirage de grèves étrangères, produits d'autres milieux* ». Et de conclure : « *Les objections théoriques subsistent contre la grève générale considérée comme le seul moyen révolutionnaire.* » Dans ce courant, seul Lafargue reconnaît, quelques années plus tard, la potentialité révolutionnaire de la grève générale en se référant

à la révolution russe et en réhabilitant la résolution du Parti ouvrier de 1890 encourageant les mineurs à la mettre en application, proposition contre laquelle Guesde s'était élevé.

C'est Édouard Vaillant qui développe la réflexion la plus poussée et s'appuie notamment sur « *l'exemple, si bien exposé par Rosa Luxemburg, de la révolution russe où la grève générale, expression du soulèvement prolétaire, a frappé la classe capitaliste en même temps que l'autocratisme tsarien, et fait de la révolution russe, aussi, une révolution ouvrière.* » Pour lui : « *C'est surtout le moyen le plus efficace pour entraîner dans le mouvement du prolétariat organisé les masses prolétaires encore inorganisées, mais sans le concours desquelles aucune révolution n'est possible.* […] *Les faits ont démontré que la grève, qui est d'abord celle des bras croisés, ne tarde pas, si les circonstances économiques et politiques la développent, la généralisent, à devenir la grève révolutionnaire, c'est-à-dire ce que l'on peut, dans ses aboutissants, appeler du nom que l'on voudra : révolution, insurrection.* »

Pour Rosa Luxemburg, la révolution russe a en effet soumis la question de la grève générale « *à une révision fondamentale ; elle a, pour la première fois, dans l'histoire des luttes de classe, permis une réalisation grandiose de l'idée de la grève de masse et même de la grève générale* ». Elle partage les critiques faites aux syndicalistes français et s'accorde ainsi à dire que la grève de masse ne peut être « *ni "fabriquée" artificiellement ni "décidée", ou "propagée", dans un éther immatériel et abstrait* ». Mais elle montre aussi que loin de contredire les analyses passées, « *en Russie la population laborieuse et, à la tête de celle-ci, le prolétariat*

mènent la lutte révolutionnaire en se servant des grèves de masse comme de l'arme la plus efficace, en vue très précisément de conquérir ces mêmes droits et conditions politiques dont, les premiers, Marx et Engels ont démontré la nécessité et l'importance dans la lutte pour l'émancipation de la classe ouvrière, et dont ils se sont faits les champions au sein de l'Internationale, les opposant à l'anarchisme. »

À la différence de ceux qui repoussent cette forme d'action, et notamment des plus réformistes qui « *imaginaient cette lutte des classes "atténuée", "civilisée" selon leurs vœux à travers les illusions petites-bourgeoises et démocratiques : ils croyaient que la lutte des classes se limiterait exclusivement à la bataille parlementaire et que la révolution – au sens de combat de rues – serait tout simplement supprimée* », elle précise : « *L'histoire a résolu le problème à sa manière, qui est à la fois plus profonde et plus subtile : elle a fait surgir la grève de masse révolutionnaire.* » Et souligne que « *le pays le plus arriéré, précisément parce qu'il a mis un retard impardonnable à accomplir sa révolution bourgeoise, montre au prolétariat d'Allemagne et des pays capitalistes les plus avancés les voies et les méthodes de la lutte de classe à venir. Il est tout à fait erroné, même de ce point de vue, de considérer de loin la révolution russe comme un spectacle grandiose, comme quelque chose de spécifiquement russe, en se contentant d'admirer l'héroïsme des combattants.* […] *La grève de masse apparaît ainsi non pas comme un produit spécifiquement russe de l'absolutisme, mais comme une forme universelle de la lutte de classe prolétarienne.* »

Au final, les socialistes français ne tirent que peu d'enseignements de la révolution russe de 1905.

Avec le reflux de la révolution en Russie, l'attention des socialistes français se porte sur les prochaines législatives de 1906. Comme de nombreuses fois au cours des années passées, celles-ci ont lieu quelques jours après le 1er mai. De ce fait, cette journée de luttes ouvrières a été délaissée progressivement par les socialistes. C'est la CGT qui l'a reprise à son compte et elle entend en faire cette année-là le point d'orgue de sa lutte pour la conquête de la journée de huit heures.

CHAPITRE 2

LA SFIO ET LE MOUVEMENT SYNDICAL

Le 1er mai 1906

De 1902 à 1906, la CGT s'est renforcée. Ses effectifs ont doublé, dépassant 200 000 membres. Les bourses du travail ont poursuivi leur extension, passant de 83 à 135. Les grèves sont plus nombreuses, un millier en moyenne par an de 1904 à 1906, avec cette année-là près d'un demi-million de grévistes. Tout cela traduit la montée de la combativité ouvrière. Le crédit de la CGT s'est encore affirmé avec le mouvement réussi contre les bureaux de placement privés, qui prenaient une commission sur les travailleurs ayant recours à eux pour trouver un emploi. Le gouvernement Combes est contraint de mettre fin à cette pratique en décembre 1905.

Une autre campagne, engagée depuis 1904, doit aboutir à la réduction de la journée de travail, en sorte qu'à partir du « *1er mai 1906 les travailleurs cessent d'eux-mêmes de travailler plus de huit heures.* » La CGT propose ainsi aux travailleurs d'appliquer la méthode de l'action directe, « *considérant que les travailleurs ne peuvent compter que sur leur*

action propre pour améliorer leurs conditions de travail », soit en arrêtant le travail après la huitième heure, soit par la grève totale jusqu'à satisfaction. Les syndicalistes révolutionnaires considèrent « *qu'une agitation pour la journée de huit heures est un acheminement vers l'œuvre définitive d'émancipation intégrale* ».

C'est dans ce contexte que survient, le 10 mars 1906, la catastrophe de Courrières. Un coup de grisou provoque la mort de 1 200 mineurs. Écœurés d'apprendre que la direction a envoyé leurs camarades travailler alors qu'elle connaissait le risque d'explosion, les mineurs se mettent en grève. Clemenceau, ministre de l'Intérieur, fait intervenir l'armée pour tenter d'y mettre fin.

En avril, les ouvriers du livre, de la métallurgie, de l'ameublement se mettent à leur tour en lutte, pour la réduction de l'horaire de travail ou sur leurs revendications particulières. Quelques jours plus tard, ce sont les postiers qui cessent le travail pour obtenir le droit de constituer un syndicat. Le gouvernement répond en révoquant 300 facteurs. À la veille du 1er mai, Clemenceau décide de faire arrêter Griffuelhes et Lévy, respectivement secrétaire et trésorier de la CGT, ainsi que Monatte, membre du comité confédéral, futur fondateur de *La Vie ouvrière*, et Broutchoux, pour leur rôle dans la grève des mineurs. Clemenceau concentre 50 000 soldats aux environs de Paris. Le 1er mai 1906, la ville est quadrillée par l'armée et la police. On dénombre 200 000 grévistes dans la capitale. La manifestation est durement réprimée, avec 800 arrestations. Dans le reste du pays, le mouvement est diversement suivi. Si, dans l'industrie, un ouvrier sur seize

est en grève, dans certaines régions la grève n'a pas rencontré l'écho escompté. Ainsi dans le Nord, toujours en lutte après la catastrophe de Courrières, la journée est peu suivie. Dans la région parisienne, la grève se poursuit pendant plusieurs jours ; le 11 mai on compte encore 195 000 grévistes. Mais à partir du 15 le mouvement de reprise s'amorce et fin mai la grève se termine. Demi-échec ou demi-succès ? Les sentiments divergent au sein de la CGT. Mais, avec Pouget, on peut indéniablement mettre à l'actif de la grève la loi sur le repos hebdomadaire votée quelques semaines plus tard. Surtout, la CGT est apparue aux yeux des militants ouvriers les plus combatifs comme une direction politique alternative au Parti socialiste.

L'attitude de la SFIO

Bien que les socialistes dénoncent en général la répression des grèves, ils demeurent prêts à soutenir les gouvernements sous prétexte de *« discuter et voter toutes les réformes qui peuvent améliorer la condition des travailleurs »*. Ainsi, lors de l'investiture du gouvernement radical Sarrien, le 14 mars 1906, la majorité des socialistes s'abstiennent, quatorze députés SFIO lui accordent la confiance. Briand, hier encore membre de la SFIO et apôtre de la grève générale, est désormais ministre de l'Instruction publique et déclare qu'il *« ne tolèrera plus désormais ni une formation de syndicat, ni à plus forte raison une affiliation de ces prétendus syndicats aux bourses du travail »*. Basly, député SFIO mais aussi principale figure de la fédération des mineurs, hostile à la CGT,

affirme même : « *J'ai pleine confiance à cet égard en apercevant mon ami Clemenceau sur les bancs du gouvernement.* »

Même si Vaillant affirme que « *la classe ouvrière, les socialistes, savent parfaitement qu'ils n'ont rien à attendre d'un quelconque gouvernement* », leur complaisance vis-à-vis des radicaux responsables de la répression ne peut que conforter les syndicalistes révolutionnaires qui condamnent le socialisme parlementaire et affirment la nécessité de leur indépendance lors du congrès d'Amiens en octobre 1906.

La charte d'Amiens et les relations parti-syndicat

À Amiens, le guesdiste Victor Renard, délégué du textile du Nord, reproche aux anarchistes de vouloir transformer la CGT en « *un instrument de combat contre le Parti socialiste* », et propose des liens plus étroits entre les deux structures.

La tendance réformiste dirigée par Keufer s'y oppose et souhaite que la confédération continue à « *observer une sincère neutralité non seulement vis-à-vis du parti ouvrier, mais vis-à-vis de tous les partis* ». Avec les syndicalistes révolutionnaires, il partage la crainte que des militants se servent de leur activité syndicale pour briguer des mandats électoraux et pointe « *le danger qu'il y aurait pour le prolétariat à faire reposer toutes les espérances sur l'action des pouvoirs publics et à paralyser ainsi toute son initiative et son intervention effective dans la lutte sociale* ». Par contre, il critique la propagande antiparlementaire, antimilitariste et antipatriotique de la CGT et est favorable à un syndicalisme

ne s'occupant que de la défense des intérêts professionnels : « *Les réformes ainsi obtenues seront plus durables, plus sûres, et il y aura moins de désillusions que dans l'annonce d'une prochaine et triomphante révolution qui accomplira le miracle de l'instauration, par un mouvement violent et sous le bouillonnement de toutes les passions, d'une société de complète harmonie et d'infaillible justice.* »

Griffuelhes, pour les syndicalistes révolutionnaires, lui répond en dénonçant la proximité de cette tendance réformiste avec Millerand et les tentatives de corruption du mouvement syndical qui en ont découlé. Il explique : « *L'explosion de la vitalité de la CGT résulte de ces événements. Il y eut une coalition d'anarchistes, de guesdistes, de blanquistes, d'allemanistes et d'éléments divers pour isoler du pouvoir les syndicats. Cette coalition s'est maintenue, elle a été la vie de la confédération. Or le danger existe encore, il y a toujours des tentatives pour attirer au pouvoir les syndicats.* » Pour lui, la CGT doit avant tout conserver son indépendance.

Ce point de vue est partagé par l'anarchiste Monatte : « *Les syndicats et la confédération n'ont pas à se préoccuper, ils doivent ignorer les partis politiques, le Parti socialiste comme les autres, parce que, si les organes économiques se rapprochaient du Parti socialiste, ils se rapprocheraient du gouvernement, ils ouvriraient leurs portes aux préoccupations d'ordre gouvernemental.* »

C'est avec la volonté de préserver l'autonomie syndicale et de rejeter toute compromission avec des forces politiques, qui pourraient se retrouver à participer peu ou prou au pouvoir bourgeois, que Griffuelhes propose le texte connu sous

le nom de charte d'Amiens. Adoptée par 724 voix contre 34, elle stipule que « *la CGT groupe, en dehors de toute école politique, tous les travailleurs conscients de la lutte à mener pour la disparition du salariat et du patronat.* […] *Le congrès affirme l'entière liberté pour le syndiqué de participer, en dehors du groupement corporatif, à telles formes de lutte correspondant à sa conception philosophique ou politique, se bornant à lui demander, en réciprocité, de ne pas introduire dans le syndicat les opinions qu'il professe au-dehors.* » Elle ajoute : « *Les organisations confédérées n'ont pas, en tant que groupements syndicaux, à se préoccuper des partis et des sectes qui, en dehors et à côté, peuvent poursuivre en toute liberté la transformation sociale.* »

Elle précise aussi son orientation révolutionnaire : « *Dans l'œuvre revendicatrice quotidienne, le syndicalisme poursuit la coordination des efforts ouvriers, l'accroissement du mieux-être des travailleurs par la réalisation d'améliorations immédiates, telles que la diminution des heures de travail, l'augmentation des salaires, etc. Mais cette besogne n'est qu'un côté de l'œuvre du syndicalisme ; il prépare l'émancipation intégrale, qui ne peut se réaliser que par l'expropriation capitaliste ; il préconise comme moyen d'action la grève générale et il considère que le syndicat, aujourd'hui groupement de résistance, sera, dans l'avenir, le groupe de production et de répartition, base de réorganisation sociale.* »

Pour Monatte, qui en devient le principal théoricien, le syndicalisme révolutionnaire est la matérialisation de l'esprit révolutionnaire : « *La classe ouvrière, devenue majeure, entend ne plus se reposer sur personne du soin de sa propre*

émancipation. » Et il conclut que le syndicalisme « *ne peut et ne doit être ni anarchiste, ni guesdiste, ni allemaniste, ni blanquiste, mais simplement ouvrier* ».

Les socialistes doivent eux aussi définir leur attitude vis-à-vis de la CGT, qui se pose comme l'instrument de la transformation sociale. Jaurès se prononce pour l'indépendance syndicale et ouvre les colonnes de *L'Humanité* à toutes ses tendances, afin de ne pas prendre parti sur le différend qui oppose la CGT, un quart des syndiqués, au reste du mouvement syndical, bien plus modéré. Il indique par ailleurs : « *Cette tribune syndicale et coopérative nous rappellera sans cesse les combats, les tentatives* […] *de la classe ouvrière, qui doit agir comme un signal d'alerte pour des socialistes devenus avant tout des "parlementaires".* […] *Pour nous, socialistes parlementaires, nous n'enfermons pas toute l'activité du parti dans l'enceinte du Parlement, nous croyons que notre effort nécessaire resterait vain si la classe ouvrière n'était pas puissante et organisée. Mais il est dans la nature des choses que les combinaisons de la lutte parlementaire obsèdent et envahissent notre esprit.* »

Dans l'une de ces tribunes syndicales, Griffuelhes s'en prend violemment à Guesde : « *Des membres du parti veulent nous imposer un mariage. Nous n'en voulons pas. C'est la guerre qui va éclater.* […] *La lutte n'est pas pour nous effrayer. Nous avons eu à lutter contre Millerand, nous avions contre nous le parti, toute la presse, le pouvoir, et nous avons grandi. Guerroyer contre Clemenceau, Briand, Viviani et contre le citoyen Guesde, ça me va.* »

De son côté, Guesde ironise sur les prétentions des syndicalistes révolutionnaires de la CGT : « *Votre syndicalisme se distingue de tout ce qui existe à l'étranger par ce fait qu'il ne compte pas de syndiqués, ou si peu !* » Il considère le 1er mai 1906 comme un échec. Pour lui, le syndicalisme est par nature réformiste. S'il est indispensable à la défense des intérêts des travailleurs et à la conquête de réformes sociales, il ne peut conquérir le pouvoir politique. Néanmoins, il pense que parti et syndicat « *ne sauraient s'ignorer, s'éviter, à plus forte raison s'opposer, sans diviser mortellement le prolétariat contre lui-même et le rendre incapable d'affranchissement. Il y a lieu de pourvoir à ce que, selon les circonstances, l'action syndicale et l'action politique des travailleurs puissent se concerter et se combiner.* »

C'est le sens de la proposition qu'il fait au congrès de la SFIO en 1906. Mais c'est celle reconnaissant l'autonomie des syndicats, portée par Jaurès, Vaillant et Allemane, qui est adoptée : « *Cette double action* [politique et syndicale] *sera d'autant plus efficace que l'organisme politique et l'organisme économique auront leur pleine autonomie, le syndicalisme se proposant le même but que le socialisme.* »

Rosa Luxemburg, confrontée au même débat en Allemagne, explique les causes de cette orientation : « *Cette théorie de l'action parallèle du parti et des syndicats et de leur "égalité de droits" n'est pourtant pas tout à fait une invention gratuite, elle a des racines historiques. Elle se fonde en effet sur une illusion née dans la période calme et "normale" de la société bourgeoise, où la lutte politique de la social-démocratie semble se borner à la lutte parlementaire.* » Et

elle en précise les conséquences : « *La théorie de "l'égalité des droits" entre les syndicats et le Parti socialiste n'est donc pas un simple malentendu, une pure confusion théorique : elle exprime cette tendance bien connue de l'aile opportuniste du parti qui prétend effectivement réduire la lutte politique de la classe ouvrière à la lutte parlementaire et entend transformer le caractère révolutionnaire prolétarien de la social-démocratie pour en faire un parti réformiste petit-bourgeois ; si le Parti socialiste acceptait la théorie de "l'égalité des droits", il accepterait par là-même indirectement et implicitement cette transformation de son caractère que cherchent depuis longtemps les représentants de la tendance opportuniste.* »

Avec l'indépendance syndicale, le lien avec les militants ouvriers animés de l'idéal révolutionnaire s'étiole et ruine un peu plus les espoirs d'un parti de classe.

CHAPITRE 3

LA SFIO DANS LA VIE POLITIQUE NATIONALE 1906-1914 : UNE DÉRIVE RÉFORMISTE QUI S'ACCENTUE

Élections de 1906 : une unité sur quelle base politique ?

Lors des législatives de 1906, faute de moyens suffisants ou de candidats, la SFIO se présente dans 346 circonscriptions sur 540. Elle obtient 872 175 voix, soit 10 % des votants. Elle dépasse les 10 % dans 21 départements et obtient son meilleur résultat dans les Ardennes, avec 31,6 %. Cinquante et un députés sont élus, notamment Vaillant, Jaurès, Allemane et Guesde, grâce au report des voix radicales au second tour. La profession de foi commune, outre des revendications et des réformes économiques comme la journée de huit heures, juxtapose les thèmes des différents courants de la SFIO : la nécessité d'exproprier les moyens de production et la défense républicaine. Elle prône la révolution par les urnes : « *Préparez-vous donc, citoyens, à conquérir au nom du socialisme le pouvoir politique, instrument nécessaire de l'affranchissement du travail et de l'humanité.* […] *Les*

élections prochaines peuvent et doivent être pour vous, pour la république du travail, une grande victoire. »

La SFIO a parfois dû faire face à des socialistes indépendants, envers qui tout désistement est rejeté. Mais, grâce à des accords dès le premier tour avec les radicaux, les indépendants recueillent 211 659 voix. Parmi leurs 24 députés, on retrouve Briand, Viviani et Millerand. Ils poursuivent la politique suivie pendant un temps par le Parti socialiste français de Jaurès, dont ils ne tardent pas à reprendre le nom pour affirmer qu'ils en sont les héritiers.

Une opposition parlementaire limitée et progressive

Le ministère Sarrien n'a tenu que quelques mois. Celui de Clemenceau lui succède, composé de radicaux et de radicaux-socialistes. En son sein, à Briand, toujours ministre de l'Instruction publique, est venu s'ajouter Viviani. Celui-ci occupe un nouveau ministère, celui du Travail, traduisant la prise de conscience par les classes dirigeantes que la répression ne suffit pas et qu'il y aurait tout intérêt à développer l'espoir d'améliorations des conditions d'existence des travailleurs. Lors de son investiture, les socialistes, sensibles à cette ouverture, affirment une nouvelle fois qu'ils soutiendront toutes les réformes progressives et ils décident de s'abstenir. Seul Lafargue insiste pour que les socialistes mettent au pied du mur les radicaux qui, pour lui, ne manqueront pas de trahir leurs promesses. Les faits ne tardent pas à lui donner raison.

Clemenceau, « premier flic de France », se taille une réputation de briseur de grèves. Face à celle des ouvriers de la chaussure à Fougères (novembre 1906 à février 1907), contre des baisses de salaire et pour la reconnaissance du syndicat, il envoie l'armée, de même que lors de celle des électriciens, en mars 1907, qui plonge la capitale dans le noir.

Son ministre de l'Instruction publique, Briand, continue d'interdire aux instituteurs de constituer un syndicat et de s'affilier à la CGT. Il révoque leur leader, Marius Nègre. Outre les instituteurs, de nombreux fonctionnaires sont révoqués pour fait de grève. En mai 1907, des dirigeants de la CGT sont de nouveau arrêtés. En juin, la révolte des vignerons du Languedoc, confrontés à une brutale chute des prix, est violemment réprimée. Ferroul, le maire socialiste de Narbonne, est arrêté pour s'être solidarisé avec le mouvement. Le 20 juin, l'armée tire sur les manifestants et tue cinq personnes. En réaction, des soldats du 17e régiment d'infanterie se mutinent. En juillet 1907, à Raon-l'Étape, l'armée tue deux grévistes et en blesse une trentaine.

À l'Assemblée, Vaillant constate : « *Clemenceau a tenu une seule promesse, c'est celle qu'il a faite de déclarer la guerre à la fois au syndicalisme et au socialisme.* » Jaurès dénonce la répression, mais prend ses distances avec les méthodes de la CGT. Pourtant, fin 1907, les socialistes ne rejettent pas unanimement le budget de Clemenceau. Si un seul député vote pour et est exclu, la douzaine qui se sont abstenus, dont Brousse et Basly, ne sont pas sanctionnés.

Au printemps 1908, Clemenceau réprime encore les grévistes du bâtiment à Draveil, Vigneux et

Villeneuve-Saint-Georges. L'armée fait sept morts et des centaines de blessés. Dans une affiche contre ce « *gouvernement d'assassins* », la CGT dénonce « *ce Parlement, qui synthétise la frayeur de la bourgeoisie dirigeante, a donné un blanc-seing au trio sinistre qui symbolise le pouvoir : Clemenceau-Briand-Viviani.* » Clemenceau, informé directement tout au long de la grève par un responsable syndical de premier plan appointé par la police, Métivier, fait alors arrêter douze dirigeants de la CGT. Ils restent en prison trois mois, accusés de complot contre l'État. Au printemps 1909, ce sont 800 facteurs qui sont révoqués à la suite d'une grève.

Dès le congrès de la SFIO à Toulouse en 1908, des voix se font entendre pour critiquer le manque de clarté dans la condamnation du gouvernement Clemenceau.

Synthèse jaurésienne et action totale de Vaillant

À Toulouse, les débats se focalisent sur le manque d'unité du groupe parlementaire et sur le thème des réformes, et sont dominés par l'affrontement entre les guesdistes et l'alliance des vaillantistes et des jaurésiens.

Guesde malade, c'est Lafargue qui, sans renoncer au « *nouveau terrain de lutte* » que constitue le Parlement, montre ses limites et ses dérives : « *Le parlementarisme est la forme de gouvernement propre à la classe bourgeoise, celle qui met entre ses mains les ressources budgétaires et les forces militaires, judiciaires et politiques de la nation.* […] *Les socialistes ne sont pas des parlementaires, ils sont au contraire* […] *pour renverser le gouvernement parlementaire, ce régime*

du mensonge. » Il ajoute : « *Le député qui se prétend être le représentant de ses électeurs ment, parce que son corps électoral est composé de bourgeois et d'ouvriers. Il ne peut pas représenter les uns et les autres. Il ment donc quand il prétend être leur représentant, il est de plus incompétent.* » Et il conclut que la moindre des choses que l'on serait en droit d'attendre d'un député socialiste c'est qu'il s'oppose au gouvernement, notamment lors du vote du budget, liste civile de la bourgeoisie.

Jaurès, lui, affirme : « *Il est dangereux de paraître accepter la participation socialiste à l'action parlementaire en la discréditant d'avance, en la frappant d'impuissance.* » Si on la déconsidère, comme le fait Lafargue, « *mieux vaudrait pour le parti renoncer nettement à cette action et dire : dans le milieu capitaliste actuel, il n'y a rien à faire qu'à préparer la force insurrectionnelle de demain.* »

Vaillant le rejoint en affirmant : « *Si je croyais qu'au Parlement on ne peut rien faire, je n'irais pas.* [...] *Si je ne pensais pas que ce fût une partie de l'action socialiste, nécessaire dans le régime parlementaire actuel, je n'en serais pas partisan.* » Pour Vaillant, elle ne doit être qu'une des formes de l'action socialiste, au même titre que l'action syndicale, coopérative ou de propagande. C'est ce qu'il définit comme devant être l'action totale du socialisme, et c'est à cette condition que selon lui pourront naître des réformes en faveur du prolétariat.

Tous les socialistes se sont dits favorables à des réformes qui améliorent les conditions de vie des travailleurs, contrairement aux anarchistes, pour qui « *les réformes ne*

sont que des replâtrages faits pour prolonger l'existence la société actuelle », selon la formule de Lafargue. Ils en font la propagande dans leurs professions de foi électorales ou au Parlement. Certaines mesures mises en place dans les municipalités sont d'ailleurs abrogées par l'État. Guesde, dès 1892, affirmait : « *Réformes et révolution, loin de se contredire, se complètent donc, et nous sommes réformistes, parce que révolutionnaires.* »

Jaurès et Vaillant reprennent à leur compte cette formulation, parlant « *d'évolutionnisme révolutionnaire* » pour défendre leur politique réformiste.

Pour Vaillant, toute réforme obtenue aux dépens de la bourgeoisie accroît la force et la conscience du prolétariat, avive les contradictions du système capitaliste et le rapproche de sa fin. Pour Jaurès, le Parti socialiste doit : « *pousser toutes les réformes jusqu'à la réforme totale* ». C'est pourquoi il n'accepte pas « *qu'on oppose l'esprit révolutionnaire et l'action réformatrice du parti* », car cette dernière prépare l'avènement de la société future.

En revanche, Lafargue montre toutes les limites des réformes : elles ne sont pas « *des panacées devant guérir tous les maux sociaux,* [...] *et les réformes les plus utiles, les plus profitables à la classe ouvrière ne peuvent pas rendre sa vie supportable dans la société capitaliste* ». Il s'indigne que Vaillant puisse dire qu'en mettant en place une réglementation du travail « *on restreindra le pouvoir patronal et qu'on créera le droit ouvrier* ». Il ajoute que, dans une société de classe, « *le droit ouvrier est une monstruosité qui ne devrait jamais se trouver dans la bouche d'un socialiste* ». Prenant

l'exemple du repos hebdomadaire en Angleterre, du samedi après-midi au dimanche, il montre que, pratiqué depuis des années, il soulage le travailleur, mais ne change rien au système d'exploitation. Il précise : « *Nous demandons toutes les réformes.* […] *Mais cela ne signifie pas que nous mettons toute notre espérance, toute notre foi dans les réformes, que nous disons, comme Jaurès, que, de réforme en réforme, on arrivera à faire pénétrer la propriété collective.* »

En fin de compte, la motion de synthèse présentée par Jaurès fait l'unanimité. Elle affirme que, l'évolution économique et sociale menant inéluctablement au socialisme, toutes les formes d'action (parlementaire, législative, syndicale et coopérative) se complètent, renforcent la conscience politique du prolétariat et le préparent à la victoire finale. Pour Jaurès, le prolétariat « *serait impuissant à utiliser et à organiser sa victoire, s'il ne s'était déjà préparé à la prendre en main par le développement d'institutions de tout ordre, syndicales ou coopératives,* […] *s'il n'avait graduellement réalisé, par une série d'efforts et d'institutions, sa marche collectiviste et commencé l'apprentissage de la gestion sociale* ». La motion indique indifféremment, comme moyens pour conquérir le pouvoir : l'action électorale, la grève générale et même l'insurrection comme recours ultime.

Les guesdistes, désormais minoritaires, se satisfont du renoncement au ministérialisme et au Bloc des gauches, que Jaurès n'exclut cependant pas de manière définitive, en cas de circonstances exceptionnelles ou de changement de la part des radicaux. Tous se félicitent de l'unité préservée. Vaillant regrette cependant que l'unité soit une

juxtaposition de courants où chacun considère son voisin en disant : *« Lui n'est pas socialiste, moi seul le suis. »*

Le congrès de Toulouse consacre à la tête du parti le rôle prépondérant de Jaurès et de sa ligne réformiste. Voici le portrait que dresse Trotsky de celui qui va désormais façonner le Parti socialiste à ses propres conceptions : *« Qu'est-ce qui lui permet de prendre tant de place dans la vie politique de la république ?* […] *La solution de l'énigme du rôle politique de Jaurès se trouve dans la tradition révolutionnaire.* […] *Ainsi à partir de 1793 s'est développé 1830, 1848 et 1871.* […] *Et cette force historique qui va de génération en génération fait la puissance de Jaurès.*

Mais ce Jaurès-là n'est pas tout Jaurès. Il nous montre un autre côté, celui d'un parlementaire de la IIIe République. Un parlementaire de la tête aux pieds ! Son monde est celui du pacte électoral, de la tribune parlementaire, de la demande, de la joute oratoire, des accords de coulisse, et parfois des compromis équivoques. […] *Il ne mesure pas les combinaisons politiques passagères à la grande mesure des perspectives historiques.* […] *En cela se trouve la force, mais aussi la faiblesse fatale de Jaurès. Sa politique manque de proportions, bien souvent il ne voit que les arbres et non la forêt.* […]

De par sa nature, et l'envergure de son caractère, Jaurès était né pour l'époque du grand flot. Mais il était destiné à développer son talent dans une période de profonde réaction européenne. Ce n'est pas sa faute, mais son malheur. Ce malheur a engendré à son tour sa faute. Parmi tous ses talents Jaurès n'en possède pas un : la capacité d'attendre. Non pas d'attendre passivement, sur la mer du temps, mais réunir les

forces et préparer les cordages avec la certitude de la prévision d'une future tempête. Il veut immédiatement échanger la pièce sonnante du succès pratique aux grandes traditions et aux grandes occasions. De là il tombe souvent dans des contradictions insolubles dans les bas-fonds et les désastres de la IIIe République.»

De son côté, Lénine constate: «*Le révisionnisme est un phénomène international.*» Il explique: «*Ce qui le rend inévitable, ce sont les racines sociales qu'il a dans la société moderne.* […] *Dans chaque pays capitaliste, à côté du prolétariat, se trouvent toujours les larges couches de la petite bourgeoisie, des petits patrons.*» Le capitalisme, du fait de son développement, «*crée inéluctablement de nouvelles "couches moyennes".* […] *Ces nouveaux petits producteurs sont eux aussi inéluctablement rejetés dans les rangs du prolétariat. Dès lors il est parfaitement naturel que les conceptions petites-bourgeoises pénètrent encore et encore dans les rangs des grands partis ouvriers.*» Il ajoute: «*Les rapports entre les orthodoxes et les bernsteiniens, en Allemagne, entre les guesdistes et les jauressistes en France,* […] *entre les bolcheviks et les mencheviks en Russie, sont au fond partout de même nature, en dépit de l'immense diversité des conditions nationales.*» Il a encore l'espoir que, par la lutte contre le réformisme, «*la "division" au sein du socialisme international contemporain s'opère* […] *suivant la même ligne dans les divers pays du monde, attestant par là un grand pas en avant*», comme cela a déjà été le cas en Russie, où l'aile révolutionnaire s'est séparée en 1903 des réformistes.

Le gouvernement du socialiste indépendant Briand

En juillet 1909, le gouvernement Clemenceau est renversé et Briand, socialiste indépendant, lui succède, avec les ministres Viviani et Millerand de retour aux affaires. Bien que les socialistes aient finalement enfin été unanimes pour s'opposer à Clemenceau, de nouveau ils se partagent sur l'investiture de Briand : quelques-uns votent pour et sont exclus ; Jaurès, Allemane et la majorité s'abstiennent, alors que Vaillant, Guesde et une douzaine d'autres votent contre.

Deux positions s'affrontent dans la SFIO. L'une affirme que le groupe parlementaire doit unanimement refuser toute confiance au gouvernement et doit « *mettre en garde le prolétariat vis-à-vis d'un ministère dirigé par des hommes qui l'ont trahi* ». L'autre, portée par Jaurès, tout en partageant la caractérisation de Briand comme un traître, regrette ce manque d'unité au moment du vote et souhaite juger Briand sur ses actes. Il met en avant l'espoir de la réintégration des facteurs révoqués, le vote proportionnel aux législatives, l'impôt sur le revenu et la création de retraites ouvrières. Ce n'est que lorsque Briand, se comportant comme Clemenceau, réprime la grève des cheminots en 1910 que tous se retrouveront dans l'opposition.

Pour Lafargue, le projet de créer un système de retraites est une « *réclame électorale* » que les radicaux ressortent à chaque élection depuis une douzaine d'années. Cette loi, portée par Viviani, vient cependant en discussion en 1910. Elle consiste à mettre en place une cotisation obligatoire pour une retraite par capitalisation à partir de 65 ans, alors

que 94 % des ouvriers n'atteignent pas cet âge. Jaurès et Vaillant sont pour soutenir le projet, malgré ses limites, en argumentant qu'il n'est qu'une première étape qui pourra être améliorée par la suite. La CGT dénonce ce projet dans une affiche célèbre de Grandjouan : « *Quelle duperie et quelle ironie que cette retraite pour les morts !* » Elle ajoute que, les travailleurs créant toutes les richesses, ce prélèvement sur les salaires est un vol supplémentaire. Guesde et Lafargue la considèrent aussi comme une escroquerie : « *C'est du vol sur du vol.* » Guesde propose de supprimer cette cotisation ouvrière et d'imposer la prise en charge des retraites par le patronat. La majorité des socialistes votent contre sa proposition, d'autres s'abstiennent.

Le retour de vieux débats

Au cours de ces années, des questions qui semblaient tranchées depuis longtemps ressurgissent. Un quart de siècle après avoir contré les possibilistes, Guesde doit de nouveau lutter contre les illusions d'un socialisme municipal portées par Albert Thomas, qui affirme que les régies municipales constituent une première étape vers le socialisme.

De même, aux petits paysans écrasés par les grands propriétaires bien mieux équipés, Jaurès et Vaillant proposent des coopératives. Guesde répond que la coopération n'empêchera pas la disparition des paysans pauvres, qui est inhérente au capitalisme.

Plus généralement, Guesde lutte contre l'idée soutenue par Jaurès et Vaillant que la coopération est l'un des moyens

qui permettent de contribuer à l'émancipation du prolétariat. Pour ces deux derniers, elle prépare les travailleurs à l'administration et à la gestion de la société future. Jaurès souligne ainsi que la coopération est un « *des instruments d'action que le prolétariat a aujourd'hui dans les mains, et dont il n'a pas tiré tout le parti qu'il devait tirer.* » Il ajoute qu'elle est « *une ébauche de la propriété commune, des aspirations communistes, et c'est un des moyens par lesquels la classe ouvrière s'efforcera peu à peu de s'élever à la sublimité de son rôle* ».

Rares sont les coopératives de production, comme la Verrerie ouvrière d'Albi, fondée en 1896 après le licenciement de 300 verriers de Carmaux à la suite d'une grève, création soutenue par le mouvement socialiste et en tout premier lieu par Jaurès.

Bien plus nombreuses sont les coopératives de consommation qui procurent des produits moins chers à leurs membres. Elles ont connu un réel essor, passant de 120 en 1879 à 1 500 à la fin du siècle, pour atteindre près de 3 000 en 1907.

Tous les militants socialistes se sont investis dans leur création – y compris les guesdistes – et elles leur servent de point de chute lorsqu'ils sont sur liste noire patronale. Pour Guesde, qui a lui-même contribué à fonder La Roubaisienne : « *Les coopératives ne valent que pour battre monnaie, pour fournir des armes et des munitions au parti de la classe ouvrière. Ce n'est pas le parti qui doit aider les coopératives, ce sont les coopératives qui ont le devoir strict de soutenir matériellement le parti, de toutes leurs forces.* »

Mais la majeure partie des coopératives échappent à l'influence socialiste, et la Bourse des coopératives socialistes (BCS), fondée en 1900, n'en réunit pas 10 %. Bien plus puissante est l'Union coopérative, qui en regroupe le double. Cette dernière affirme sa neutralité politique et rejette la lutte de classe.

À partir de 1910, sous l'influence de Jaurès, les deux structures se rapprochent, sur la base de l'indépendance vis-à-vis du Parti socialiste. En 1912, la fusion a lieu, donnant naissance à la Fédération nationale des coopératives de consommation, qui se définit pour « *l'appropriation collective et graduelle des moyens d'échange et de production par les consommateurs associés* ». Son président fait partie de l'aile la plus réformiste de la SFIO.

La majorité des socialistes se dit aussi favorables aux nationalisations, notamment des chemins de fer, dont un réseau, celui de l'Ouest, largement endetté, était passé sous le contrôle de l'État en 1908. Pour Jaurès, le prolétariat n'ayant pas encore la force d'imposer l'expropriation générale de la classe capitaliste, ce serait une étape vers le socialisme et cela faciliterait la réintégration des cheminots grévistes licenciés en 1910. Pour Guesde, « *le Parti socialiste n'est pas le parti du rachat, mais de l'expropriation,* [...] *il a à reprendre ce qui a été volé au prolétariat* ». Et il dénonce l'idée que l'État bourgeois serait moins féroce que les actionnaires des compagnies.

Dans *L'armée nouvelle*, en 1911, Jaurès définit plus précisément sa conception de la nature de l'État : « *Quand les socialistes, dans leurs polémiques ou dans le langage officiel de*

leurs congrès, parlent de l'État bourgeois, comme si la classe ouvrière n'avait dans l'État aucune part, ils emploient une formule trop sommaire, qui a une part de vérité, mais qui ne correspond pas à la réalité tout entière. Il n'y a jamais eu d'État qui ait été purement et simplement un État de classe […]. *Il n'y a jamais eu de société, même la plus brutale, qui ait été livrée sans aucun contrôle, sans aucun contrepoids, sans aucune garantie, aux violences et au bon plaisir d'une classe.* » Et il conclut : « *L'État n'exprime pas une classe : il exprime le rapport des classes, c'est-à-dire le rapport de leurs forces.* » Il est donc selon lui un arbitre au-dessus des classes.

Cette analyse est bien éloignée de celle de Guesde, mais surtout de celle de Marx et d'Engels, comme le souligne Lénine : « *En matière politique, le révisionnisme a tenté de réviser en fait le principe fondamental du marxisme : la théorie de la lutte des classes. La liberté politique, la démocratie, le suffrage universel privent de tout terrain la lutte de classe – nous a-t-on affirmé – et démentent le vieux principe du* Manifeste du Parti communiste. » Il précise : « *Avec la liberté du capitalisme "démocratique", les distinctions économiques, loin de se relâcher, s'intensifient et s'aggravent. Le parlementarisme, loin de faire disparaître, dévoile l'essence des républiques bourgeoises les plus démocratiques, comme organes d'oppression de classe.* » Il conclut : « *Le parlementarisme prépare ainsi, non la suppression des crises et des révolutions politiques, mais une aggravation maximum de la guerre civile pendant ces révolutions. Les événements de Paris, au printemps de 1871, et ceux de Russie, en hiver 1905,*

ont montré, de toute évidence, que cette aggravation se produit inévitablement. »

Les guesdistes : une voix qui s'éteint

Tous les débats au sein de la SFIO se terminent par la victoire de Jaurès, soutenu par Vaillant. Majoritaires en 1905, les guesdistes ne sont plus qu'une tendance, la direction politique leur échappe de plus en plus. Guesde et Lafargue n'interviennent plus que ponctuellement, notamment lors des congrès, lorsqu'ils jugent la dérive réformiste trop importante. Ainsi, dès 1909, Guesde souligne à l'adresse de Jaurès : « *Oh, prenons garde qu'avec une pareille politique ce soit la faillite à terme, mais certaine, du socialisme, parce que, au bout de ces prétendues solutions immédiates qui laisseraient subsister le problème, ce serait la déception des masses, l'écœurement inévitable. Ce serait la banqueroute socialiste.* » Il retrouve des accents de jeunesse, affirmant : « *Je suis resté un révolutionnaire, je suis resté un insurgé. Je crois et j'ai toujours cru que c'est violemment, par la force, que ce n'est pas pacifiquement, que se fera la transformation.* […] *Vous ne trouverez à aucun moment une classe privilégiée qui se suicide, la fonction du prolétariat est de suicider la bourgeoisie capitaliste.* »

Les débats parfois orageux n'empêchent pas d'avoir de l'estime les uns pour les autres, et parfois de l'amitié, comme le souligne Lafargue lors du congrès de la SFIO de 1909 : « *Je suis particulièrement heureux de trouver une fois encore ensemble ceux qui s'étaient déjà réunis à Saint-Étienne en 1882,*

les vieux militants que sont Vaillant, Guesde et moi-même. » Même entre Jaurès et Guesde, on retrouve ce respect mutuel. Le guesdiste Compère-Morel en témoigne : « *Jaurès ne prend jamais de résolution importante concernant le parti sans avoir demandé l'avis de Guesde. Dire qu'il l'écoute toujours, aveuglément, serait contraire à la vérité, car leurs conceptions du mouvement et de la tactique socialiste sont trop différentes pour cela. Mais ce que l'on peut décemment dire, c'est qu'il en tient très souvent compte.* »

En novembre 1911, Laura et Paul Lafargue se suicident, pour éviter la sénilité qu'ils redoutaient. C'est avec douleur que Guesde apprend la nouvelle : « *Non, non, impossible, Lafargue n'a pas fait ça ! Lafargue ne m'a pas abandonné.* » Il sait le rôle de ces pionniers du socialisme et ce qu'ils auraient pu continuer à apporter. Leur disparition provoque une grande émotion, non seulement en France, mais aussi dans l'Internationale socialiste.

Lénine, présent aux obsèques le 3 décembre 1911, rend hommage à Laura et Paul Lafargue : « *Dans la période de préparation de la révolution russe, les ouvriers conscients et tous les social-démocrates de Russie ont appris à estimer profondément Lafargue comme l'un des propagateurs les plus doués et les plus profonds du marxisme, dont les idées ont été si brillamment confirmées par l'expérience de la lutte des classes dans la révolution et la contre-révolution russes.* […] *Pour nous* […] *qui avons eu le bonheur de puiser, dans les œuvres de Lafargue et de ses amis, la connaissance directe de l'expérience et de la pensée révolutionnaire des ouvriers européens, il nous est maintenant particulièrement évident*

que le triomphe de la cause, à la défense de laquelle Lafargue a consacré sa vie, approche rapidement. » Et il souligne : « *En Europe, se multiplient de plus en plus les signes précurseurs de la fin de l'époque où dominait le parlementarisme bourgeois, soi-disant pacifique, époque qui cédera la place à celle des combats révolutionnaires du prolétariat, organisé et éduqué dans l'esprit des idées du marxisme, qui renversera le pouvoir de la bourgeoisie et instaurera l'ordre communiste.* »

Avec la disparition des Lafargue, c'est une page qui se tourne pour les guesdistes. Guesde, à la santé de plus en plus chancelante, est de moins en moins présent. Certains de ses proches, comme Compère-Morel ou Cachin, se rapprochent de Jaurès au cours des années suivantes. En 1913, la représentation proportionnelle des courants au sein de la direction de la SFIO est abandonnée, signe que les conflits s'estompent. La même année, l'hebdomadaire des guesdistes, *Le Socialiste*, fondé en 1885, devient mensuel et se contente de retranscrire les décisions du parti, puis cesse de paraître.

Fin du contrepoids du syndicalisme révolutionnaire de la CGT

En octobre 1910, la grève des cheminots clôt le cycle des grandes mobilisations lancées par la CGT. Confrontés une nouvelle fois à la répression dirigée par l'ex-socialiste Briand, les travailleurs ont subi une défaite. Trois mille cheminots sont licenciés. Leur syndicat est considérablement affaibli : il perd 75 % de ses adhérents entre 1909 et

1911, passant de 55 000 à 14 000, et passe sous le contrôle de modérés.

Au sein de la CGT, la ligne syndicaliste révolutionnaire est de plus en plus contestée. En février 1909, à la suite d'accusations de mauvaise gestion, Griffuelhes doit quitter la direction de la confédération. Louis Niel lui succède. Quelques mois plus tard, Léon Jouhaux le remplace. De tendance libertaire à l'origine, il évolue très vite vers le réformisme.

Ce changement d'orientation à la tête de la CGT s'explique aussi par l'intégration de fédérations puissantes, mais ouvertement réformistes. Du fait du vote en fonction du nombre d'adhérents, et non plus par syndicat, les fédérations les plus modérées, comme celles des mineurs, du livre ou des chemins de fer, dominent désormais.

Ces courants sont les plus sensibles aux appels du pied du gouvernement, comme le note le syndicaliste révolutionnaire Merrheim : *« Si les Briand et les Viviani n'avaient pas trouvé de domestiques au sein même de la Confédération générale du travail pour y faire leur besogne, tout comme ceux de Millerand en 1900, leurs efforts n'eussent pas abouti à cette défiance mutuelle qui règne dans les milieux syndicaux… Tel est le sens de la crise. Celle-ci n'est pas une crise domestique (comme le dit Niel), mais une crise de domestication. »*

De 1912 à 1914, les contacts entre dirigeants syndicaux et SFIO deviennent de plus en plus étroits, notamment par l'entremise de Jaurès. Griffuelhes le constate amèrement : *« Ah ! Si la croissance, l'extension de la CGT* [elle atteint 600 000 adhérents] *n'étaient pas de nature à accroître, à*

fortifier le Parti socialiste, il n'est pas douteux que le Parti socialiste ne chercherait pas à nous embrasser… Oh ! Nous sommes aimés – trop aimés je le trouve –, nous ne sommes pas aimés avec assez de désintéressement. Et voilà ce qui m'effraie, et voilà ce qui m'inquiète ; et voilà pourquoi je suis de ceux qui pensent qu'il faut rester sur la position qui est la nôtre depuis des années. »

Au lieu de chercher à s'adresser à ceux qui s'opposent au cours réformiste de la CGT, les guesdistes, comme le député Compère-Morel, se félicitent de leur défaite : « *Il n'est pas un militant qui puisse prendre au sérieux, comme moyen d'affranchissement, le sabotage, l'action directe, la chasse aux renards* », c'est-à-dire la chasse aux briseurs de grève et aux jaunes. Il juge que leurs méthodes, « *fournissant aux gouvernements bourgeois le prétexte des pires répressions, ne peuvent qu'entraver la marche et le développement des syndicats et du parti* ». Ou encore Ghesquière : « *J'ai toujours préféré le syndicalisme conciliant, suscitant des arrangements entre le patron et l'ouvrier, au syndicalisme qui n'aboutit qu'au désordre et à l'anarchie.* »

C'est cependant des rangs des syndicalistes révolutionnaires que sont issus les premiers militants qui, comme Monatte ou Rosmer, s'opposeront au nom de l'internationalisme à l'Union sacrée en 1914. À la veille de la guerre, le nombre des grèves diminue et la CGT apparaît en difficulté, perdant près de 40 % de ses adhérents de 1912.

Quel bilan pour la SFIO à la veille de la guerre ?

L'argument prédominant pour justifier l'unité en 1905 était que la division nuisait à l'implantation du socialisme en France.

Effectifs constatés à chaque congrès					
1904	1905	1906	1907	1908	1909
34 668	40 000	43 462	48 237	49 348	51 692
1910	1911	1912	1913	1914	
53 928	63 358	63 657	68 863	72765	

Les effectifs ont doublé entre 1904 et 1914. Cependant ils sont bien loin de ceux de deux de ses voisins européens. En Grande-Bretagne, le Labour regroupe près d'un million d'affiliés et, en Allemagne, le Parti social-démocrate compte 1,4 million de membres.

De nombreuses fédérations rurales, la Manche, le Calvados, l'Orne, le Tarn-et-Garonne, le Lot, la Corse, sont en grande difficulté et ne comptent que quelques dizaines d'adhérents. Elles ne reçoivent aucun soutien. Ainsi l'Ardèche regrette de n'avoir pu organiser de conférences de propagande, faute d'implication des parlementaires.

Par ailleurs la présence des femmes est très faible. Dans la SFIO, elles sont à peine 2 000 en 1912, soit 3 % des effectifs. Aucune ne participe à la direction. Il en est de même dans le mouvement syndical. On dénombre 31 000 femmes

syndiquées en 1900, soit 5,26 % et 8,7 % en 1914. Là aussi, il n'y a aucune femme à la tête de la CGT.

Pourtant, elles représentent plus de 36 % de la population active non agricole. C'est d'ailleurs l'augmentation de leur taux d'activité qui, avec l'immigration, a permis de répondre aux besoins de main-d'œuvre. De 4,6 millions en 1866, elles passent à 7,7 millions dans la population active en 1906. Un tiers sont salariées dans l'industrie, essentiellement dans le textile, où elles sont au nombre de deux millions. Cent mille sont notamment employées dans des internats d'usine, dirigés par des religieuses, qui les conditionnent à l'obéissance et au respect des intérêts patronaux. Bien que, dans certaines usines ou manufactures, on retrouve des taux de syndicalisation équivalents à ceux des hommes, cela reste l'exception. La survivance de formes anciennes, comme le travail à domicile, explique, en partie, cette sous-représentation.

Le congrès de Marseille, en 1879, s'était prononcé pour une « *égalité absolue des deux sexes tant dans la vie publique que dans la vie privée* ». Mais, dans les faits, le travail des femmes est souvent perçu comme une concurrence. Dans la vie politique, elles restent privées du droit de vote et la SFIO n'organise aucune campagne à ce propos. En 1906, la socialiste Madeleine Pelletier propose que les socialistes réclament au Parlement le droit de vote pour les femmes. Sa résolution est votée à l'unanimité moins six abstentions. Madeleine Pelletier s'indigne d'un certain nombre de réserves de la part de délégués : « *On voit revenir le vieil argument de l'infériorité de la femme.* […] *On invoque les*

lois de la nature. […] *Elle est contre la grève, elle est contre l'organisation syndicale, parce qu'elle redoute le chômage, la misère, le patron. Elle accapare son mari en l'enlevant de la lutte prolétarienne.* […] *L'extension du suffrage universel serait un saut dans l'inconnu.* » Sous l'influence du clergé, « *ce serait un appoint énorme apporté aux ennemis.* […] *Il faut attendre que l'éducation de la femme soit faite.* » Elle ironise : « *Est-ce la nature qui a décrété qu'elle ferait la soupe et raccommoderait les chaussettes, qu'elle n'aurait d'autre horizon que la cuisine et la chambre à coucher ?* » Pour finir, elle interpelle les participants : « *Est-ce bien un parti révolutionnaire qui parle de saut dans l'inconnu ? Y en aura-t-il un plus fort que la révolution sociale elle-même ?* » En fait, la résolution adoptée ne sera pas suivie d'effet, et ne sera pas présentée au Parlement.

Le centre de gravité de la SFIO étant essentiellement électoral, elle accorde une attention particulière aux élections municipales et législatives, qui mobilisent le public ouvrier et sont aussi l'occasion d'étendre l'audience du parti. Lors des municipales de 1908, la SFIO présente plus de 1 200 listes et double le nombre de communes conquises. La perte de certaines villes importantes, dont Brest, Toulouse, Dijon, est compensée par la conquête de Nîmes, Calais, Montluçon. Près de 3 800 conseillers sont élus, répartis dans 500 villes. En mai 1912, le nombre de voix progresse encore, avec la conquête de 282 municipalités et plus de 5 500 élus.

Il en est de même lors des législatives. En 1910, la SFIO recueille 1,1 million de voix, 12 % des suffrages exprimés. Soixante-seize députés sont élus, toujours grâce au report

de voix de candidats radicaux. Celles de 1914 donnent une nouvelle progression, avec des candidats dans 423 circonscriptions sur 601, contre 350 en 1910. La SFIO obtient 1 398 000 suffrages (17 %) et un groupe d'une centaine de députés. Parmi eux, seulement six ouvriers ; une vingtaine sont d'origine ouvrière, mais sont devenus commerçants, permanents syndicaux ou politiques ; et surtout des avocats, des médecins, des enseignants.

En 1914, le parti compte près de 6 000 élus, environ 8 % de ses effectifs. Ce sont la plupart du temps les militants les plus investis qui assument ces fonctions. Du fait de cette activité ou de par leurs origines sociales, ils s'éloignent de la base ouvrière.

Dès 1908, au congrès de Toulouse, Hubert Lagardelle dénonce l'embourgeoisement du parti et interpelle l'assistance : « *Je ne pense pas que, dans ce congrès, il y ait beaucoup de camarades qui prétendent que nous soyons une assemblée ouvrière.* » Tout en ne partageant pas ce propos, Vaillant s'inquiète aussi de cet éloignement et indique qu'il faut « *que la masse prolétaire nous voie, nous entende, nous connaisse. C'est ce qui n'est pas. Le prolétariat passe devant nous, circule autour de nous, et trop rares sont ceux* […] *qui viennent à nous. C'est faute en effet d'une participation plus intime à la pensée et à la vie prolétaires, à l'action pratique quotidienne, que nous restons inconnus, que le prolétariat ne connaît pas mieux le Parti socialiste.* »

L'effort de formation théorique est peu important. Ainsi à l'occasion de la discussion sur les nationalisations en 1910, la décision est prise de diffuser les œuvres complètes

de Marx, notamment celles consacrées à la nature de l'État, mais elle n'est pas mise en œuvre. Les travaux théoriques de Rosa Luxemburg ou des sociaux-démocrates russes sont ignorés. Le bilan des ventes de la librairie du parti montre le peu d'intérêt que la SFIO porte à donner une culture politique à ses militants.

Depuis 1912, dans un contexte de montée du militarisme initiée par la droite, les socialistes développent une politique de main tendue vis-à-vis des radicaux, et surtout des radicaux-socialistes. Ponctuellement, ils soutiennent un gouvernement ou des projets de loi. Cette proximité se renforce au printemps 1914 et on évoque à nouveau la reconstitution d'une majorité progressiste, du type du Bloc des gauches, ou une participation gouvernementale. Face à cette dérive, Allemane préfère partir et fonde avec quelques milliers de militants un éphémère Parti ouvrier, qui disparaît avec la guerre.

À la veille de la guerre, la SFIO est devenue un grand parti parlementaire, mais n'est pas un parti de masse, et de moins en moins un parti de classe. Pour Jaurès, la guerre porterait cependant un coup fatal à cette montée en puissance progressive du socialisme. Il faut donc tout faire pour préserver la paix.

CHAPITRE 4

LES SOCIALISTES FACE À LA MONTÉE DES TENSIONS INTERNATIONALES

Les tensions internationales entre grandes puissances n'ont cessé de s'accroître à partir de la fin du 19e siècle. Elles ont pour origine leur rivalité pour le partage du monde. Arrivé au stade impérialiste, le capitalisme a un besoin impérieux de nouveaux espaces pour écouler ses productions et placer ses capitaux. Les grandes entreprises, les monopoles étouffent dans les frontières nationales. Ferry l'affirmait dans son discours sur le colonialisme en 1885, pour justifier la conquête militaire du Tonkin : « *Ce qui manque à notre grande industrie,* […] *ce sont les débouchés.* » Cette phase de la colonisation a été dominée par le Royaume-Uni et la France, pays qui ont précocement réalisé leur unité politique. Les bourgeoisies britannique et française ayant accaparé une vaste part du gâteau colonial, elles ne laissent que des miettes aux autres puissances, comme l'Allemagne, l'Italie ou le Japon. Depuis la fin du 19e siècle, plusieurs incidents ont éclaté. Ainsi en 1898, à Fachoda, la France et la Grande-Bretagne ont failli se battre pour le contrôle du Soudan. En 1904, c'est la guerre russo-japonaise. Et en 1905, la tension monte entre la France et l'Allemagne

pour le contrôle du Maroc. Du fait des alliances militaires, chacun de ces conflits peut conduire à une confrontation généralisée.

Les socialistes et la question coloniale

La plupart des socialistes ont dénoncé la colonisation, les guesdistes lors de la conquête de la Tunisie en 1881, les blanquistes lors de celle du Tonkin en 1884. Ils mettent alors en avant son coût économique et humain pour les travailleurs de France.

Par la suite, sous l'impulsion de Lafargue, le POF l'a analysée comme un fait inhérent au capitalisme : « *La politique coloniale est une des pires formes de l'exploitation capitaliste ; elle tend exclusivement à élargir le champ des profits de la classe possédante* », en recherchant « *l'écoulement fructueux des produits de leur travail volés aux travailleurs de France* ». Il conclut : « *Ni un homme ni un sou* » pour les « *flibusteries coloniales* ». Et il considérait que seul le socialisme porté au pouvoir pourrait y apporter une solution. Lafargue indiquait aussi que la redistribution de quelques miettes du pillage colonial était un moyen d'acheter la paix sociale.

Les socialistes condamnaient en général la barbarie de la colonisation, mais nombreux étaient ceux qui, comme Jaurès, tout en dénonçant sa violence, considéraient que la supériorité de la civilisation européenne, notamment celle de la France héritière des idéaux d'émancipation de la Révolution, pourrait être un apport pour les peuples indigènes. Lors du Bloc des gauches, il déclarait : « *La France a d'autant*

plus le droit de prolonger sur le Maroc son action économique et morale qu'en dehors […] *de toute violence militaire, la civilisation qu'elle représente en Afrique auprès des indigènes est certainement supérieure.* » Pour lui, face aux autres impérialismes, il importait de consolider « *l'influence de la France dans ses colonies par une politique avisée, généreuse et humaine* ».

Ce thème est de plus en plus abordé au sein de l'Internationale socialiste. Le congrès de 1900, à Paris, condamne fermement la colonisation, mais certains, comme Jaurès ou Bernstein, mettent en avant qu'une colonisation positive est possible. En 1907, à Stuttgart, les révisionnistes proposent une motion refusant de condamner la politique coloniale. Elle est finalement repoussée, à la suite de l'intervention du dirigeant allemand Kautsky et du vote notamment de délégués des pays qui ne possèdent pas de colonies. La plupart des socialistes considèrent la colonisation comme un fait acquis, ce qui amène par exemple Guesde à soutenir le projet porté par Deslinières de mener une expérience socialiste au Maroc. En France, Fournière déclare ainsi : « *Le Parti socialiste, en prenant le pouvoir, trouvera dans l'héritage national tout un lot de colonies, bien ou mal acquises, mais qu'il ne pourra songer un seul instant à abandonner.* » « *Nos industries n'en seront pas moins forcées de demander aux terres exotiques les produits que notre sol leur refuse. Si une surface grande comme la France est occupée par vingt ou cinquante mille Noirs qui passent le meilleur de leur temps à danser ou faire la guerre, devrons-nous nous incliner devant le droit d'occupation de ces propriétaires fainéants ?* »

Loin de reculer, ce « parti colonial » socialiste se renforce en France, en Allemagne ou en Grande-Bretagne, et dans chacun de ces pays, il se prononce contre tout retrait des colonies, sous prétexte qu'une puissance concurrente prendrait la place.

Comment préserver la paix ?

Pour les socialistes français, il ne fait aucun doute que, comme le dit Guesde : « *La guerre est uniquement un phénomène de l'ordre capitaliste.* » Et Jaurès écrit en 1895 la phrase restée célèbre : la société capitaliste « *porte en elle la guerre, comme la nuée dormante porte l'orage.* » La préservation de la paix prend une part de plus en plus importante dans les débats entre socialistes, en France et au niveau international.

La IIe Internationale se donnait pour rôle de renforcer les liens de solidarité entre les prolétaires de tous les pays et de dénoncer la guerre. Dès son deuxième congrès à Bruxelles en 1891, elle affirmait : « *Seule la création d'un ordre socialiste, mettant fin à l'exploitation de l'homme par l'homme, mettra fin au militarisme et assurera la paix définitive.* » L'année suivante, à Zurich, il était décidé que dans tous les pays, les parlementaires socialistes refuseraient le budget militaire et prôneraient le désarmement. Mais cette résolution était loin d'être unanimement suivie. En France, certains, parmi les plus réformistes, votèrent ainsi des crédits pour des expéditions coloniales, comme celle de Madagascar en 1895.

Une partie des socialistes français, autour de Brousse, soutenaient l'alliance militaire avec la Russie conclue en 1894. Ils prétendaient qu'elle permettait d'équilibrer le rapport de force avec la Triple alliance et ainsi de renforcer la paix. Cette analyse était reprise par Jaurès, à l'occasion du Bloc des gauches : « *Ce qui nous permet l'espérance, c'est que ces deux grands systèmes d'alliances, d'abord dressés l'un contre l'autre,* […] *évoluent peu à peu dans le sens de la paix.* » Cela le conduit par la suite à voir favorablement l'Entente cordiale franco-britannique de 1904, conclue aux dépens de l'Égypte, qui passe sous le contrôle exclusif de l'impérialisme britannique, et du Maroc, où la France espère avoir les mains libres.

Les députés socialistes français approuvent le traité d'Algésiras de 1906, qui vise à mettre fin au conflit avec l'Allemagne. Cinq ans plus tard, lors de la deuxième crise marocaine, l'accord instituant le protectorat français sur le Maroc en échange de la cession à l'Allemagne de 250 000 km² dans la région du Cameroun est soutenu par Jaurès et la majorité des députés socialistes ; une minorité s'abstiennent ou s'opposent, comme Guesde.

Pour régler les conflits, les plus modérés mettent aussi en avant l'arbitrage international, les conférences sur le désarmement ou la pression parlementaire sur les gouvernements.

Dans les premières années du 20e siècle, les pays impérialistes accélèrent leur réarmement et la préparation des esprits à la guerre par la presse se fait plus intense. En 1906, à Limoges, suite notamment à la crise marocaine, les

socialistes français se demandent quels moyens concrets pourraient être employés pour s'opposer à la guerre.

La tendance de Gustave Hervé propose une motion invitant « *tous les citoyens à répondre à toute déclaration de guerre, de quelque côté qu'elle vienne, par la grève militaire et l'insurrection* ». Hervé s'est fait connaître pour son antipatriotisme. Enseignant, il a été révoqué puis condamné pour avoir écrit que, lors de commémorations de grandes batailles, qui n'ont été que d'ignobles boucheries, il vaudrait mieux planter le drapeau tricolore sur un tas de fumier. Son journal, *La Guerre sociale*, tiré à plusieurs milliers d'exemplaires, trouve un réel écho auprès des syndicalistes révolutionnaires. Ces derniers ont lancé, depuis le début de l'année, une campagne d'affichage intitulée « Guerre à la guerre ! » La proposition de Gustave Hervé recueille 10 % des mandats.

C'est aussi pour s'adresser au milieu militant de la CGT que Jaurès et Vaillant proposent, dans leur motion, une action graduée visant à « *l'empêchement de la guerre par tous les moyens, depuis l'intervention parlementaire, l'agitation publique, les manifestations populaires, jusqu'à la grève générale ouvrière et à l'insurrection* ».

Pour Guesde, la priorité à donner est de poursuivre la construction des organisations socialistes afin de détruire le capitalisme, et non pas d'envisager des moyens aventureux reposant sur la conscience des masses. Il ne croit pas à toutes ces grandes déclarations sur la grève générale et l'insurrection : « [Les travailleurs] *ont mieux à faire que d'attendre une déclaration de guerre pour lui opposer une*

insurrection tardive et problématique. » Et il rappelle à Vaillant : « *On a essayé de cette insurrection en 1870. Et qu'est-ce que nous avons vu ? La population de Paris prenant au collet les insurgés et voulant les coller au mur comme des espions prussiens.* » Il ajoute qu'un tel mouvement ne pourrait se concevoir que dans le pays où le prolétariat est le plus conscient et organisé, et il objecte : « *En désorganisant la défense dans le pays le plus socialiste au profit du pays qui en compterait le moins* [de socialistes], *ce qu'on aurait assuré, c'est l'écrasement du socialisme.* » Guesde réunit un tiers des voix.

Cependant une idée commune inspire Guesde, Vaillant et Jaurès : c'est que la France, de par son régime républicain, est bien plus avancée sur le chemin conduisant au socialisme que des régimes autocratiques comme l'Allemagne ou l'Autriche-Hongrie. Cet argument permet de justifier la guerre défensive : « *La nation et sa classe ouvrière menacées ont le devoir impérieux de sauvegarder leur indépendance et autonomie.* » Au vu des désaccords, les socialistes français conviennent de mettre la question à l'ordre du jour du prochain congrès international, qui doit se tenir l'année suivante.

Le congrès international de Stuttgart de 1907

À Stuttgart, les socialistes français présentent deux motions, celle d'Hervé et celle de Jaurès-Vaillant, face à celle de la social-démocratie allemande défendue par Bebel. Le texte finalement adopté dénonce la guerre comme le produit

des conflits entre bourgeoisies impérialistes et renouvelle sa consigne d'opposition aux dépenses d'armement et son mot d'ordre de remplacement de l'armée permanente par des milices populaires.

L'Internationale socialiste reste vague sur les moyens de s'opposer à la guerre : « *Si une guerre menace d'éclater, c'est un devoir de la classe ouvrière dans les pays concernés, c'est un devoir pour leurs représentants dans les Parlements, avec l'aide du Bureau international, force d'action et de coordination, de faire tous leurs efforts pour empêcher la guerre par tous les moyens qui leur paraissent les mieux appropriés et qui varient naturellement selon l'acuité de la lutte des classes et la situation politique générale.* » Cette déclaration, qui esquive la grève générale et l'insurrection, ne satisfait ni Jaurès, ni Vaillant, ni Hervé.

Pour Rosa Luxemburg et Lénine, présents à Stuttgart, les motions françaises ont le mérite de poser la question de la politique à suivre en cas de guerre. Pour eux, la crise politique naissant d'une guerre pourrait provoquer la révolution et ils font adopter ce complément : « *Au cas où la guerre éclaterait néanmoins, ils ont le devoir de s'entremettre pour la faire cesser promptement et d'utiliser de toutes leurs forces la crise économique et politique créée par la guerre pour agiter les couches populaires les plus profondes et précipiter la chute de la domination capitaliste.* »

Cet ajout vise, comme l'indique Lénine, à s'opposer au courant opportuniste au sein de l'Internationale, car le rejet de la proposition d'Hervé ne doit « *pas aboutir à justifier le crétinisme parlementaire, ni à consacrer les seuls moyens*

pacifiques, ni à renoncer à la lutte en cas de situation relativement paisible et tranquille, mais à utiliser tous les moyens de lutte, à tirer parti de l'expérience de la révolution russe ».

Un courant réformiste met aussi en avant les représailles qui pourraient s'abattre sur les organisations ouvrières si elles s'engageaient dans le combat antimilitariste et antipatriotique. Cette crainte est partagée par Jaurès, pour qui un conflit généralisé pourrait ouvrir une période de réaction mettant fin à la marche progressive vers le socialisme. Et s'il considère que la guerre pourrait amener une crise révolutionnaire, il la considère comme une issue extrême et périlleuse, brandie comme une menace ultime à la bourgeoisie.

La tension s'accroît

Avec les guerres balkaniques, qui débutent à l'automne 1912, et l'implication de la Russie tsariste et de l'Autriche-Hongrie, de nouveau un risque d'embrasement généralisé plane sur l'Europe. D'importantes manifestations pacifistes ont lieu dans plusieurs pays. L'Internationale convoque de toute urgence un congrès extraordinaire pour faire face au danger. Le congrès de Bâle de novembre 1912 affirme « *la pleine unanimité des partis socialistes et des syndicats de tous les pays dans la guerre contre la guerre* » et brandit à nouveau comme ultime recours la menace qu'une guerre pourrait déboucher sur une crise révolutionnaire. Le manifeste adopté met en avant l'action dans les Parlements pour convaincre les gouvernements de ne pas se lancer dans un conflit généralisé et laisse chaque pays libre de mettre en

œuvre les moyens qui lui paraissent les plus appropriés pour maintenir la paix. L'Internationale socialiste est avant tout un lieu de débats et de concertation, pas un organe de direction, pas un parti de la révolution mondiale. La proposition portée par Vaillant et le britannique Keir Hardie, de répondre à toute déclaration de guerre par la grève générale dans l'industrie d'armement et dans les transports, est repoussée.

Les appels à la solidarité ouvrière de l'Internationale socialiste sont cependant repris par des centaines de milliers de travailleurs au cours des mois suivants. Ce n'est pas tant l'énergie des masses qui fera défaut au moment décisif, que la détermination des dirigeants du mouvement socialiste international à prendre le risque de s'opposer frontalement à leur État en rompant avec leur bourgeoisie nationale.

La marche à la guerre s'accélère et les pays s'y préparent activement. En France, cela se concrétise notamment par la loi portant le service militaire à trois ans, dans le but de mettre les effectifs militaires au niveau de l'Allemagne. Des révoltes éclatent dans les casernes, comme à Toul et à Rodez, des manifestations sont organisées. Avec la CGT, la SFIO organise un grand meeting au Pré-Saint-Gervais le 25 mai 1913, où Jaurès prend la parole devant 150 000 personnes.

L'attitude de la SFIO n'est pourtant pas sans ambiguïté car, si les socialistes contribuent à la chute du gouvernement Barthou qui avait mis en place la loi des trois ans, ils s'abstiennent pour l'investiture du radical-socialiste Doumergue puis du socialiste indépendant Viviani, qui maintiennent cette mesure.

L'été 1914 et la faillite de la SFIO

Le 28 juin 1914, l'archiduc François-Ferdinand est tué à Sarajevo par un nationaliste serbe. Cet attentat amène l'Autriche-Hongrie à lancer un ultimatum à la Serbie, alliée de la Russie. Par le jeu des alliances, la menace d'un conflit généralisé s'accroît au cours du mois de juillet.

Les socialistes français décident de convoquer un congrès extraordinaire, du 15 au 17 juillet, avant le congrès international qui doit se tenir quelques semaines plus tard. Jaurès et Vaillant reprennent leur proposition d'action graduée, allant des pressions sur le gouvernement à la grève générale, jusqu'à l'insurrection. Jaurès appelle à « *prévenir la guerre par une action internationale concertée, organisée* », mais aussi « *à assurer l'indépendance nationale si elle était menacée* ». Les guesdistes, pour qui aussi la guerre défensive est légitime, mettent en avant, comme Compère-Morel : « *Si la France était attaquée, la laisseriez-vous écraser en faisant la grève générale ?* »

Les jours suivants, Jaurès multiplie les rencontres avec des membres du gouvernement Viviani. À l'issue de ces entretiens, la direction de la SFIO affirme : « *Le gouvernement français a le souci très net et sincère d'écarter ou d'atténuer les risques de conflit.* » Jaurès espère une médiation internationale du Royaume-Uni et appelle la classe ouvrière à garder son sang-froid et à ne pas céder à la colère.

Dans ces derniers jours de juillet, la menace de guerre se précise. À l'appel de la CGT, le 27 juillet, une manifestation pour la paix rassemble à Paris 100 000 personnes, sous les

charges de la police. Le lendemain, en Allemagne, se déroulent des dizaines de manifestations, dont la plus importante, à Berlin, réunit une centaine de milliers de personnes qui bravent l'interdiction gouvernementale et affrontent la répression policière.

Le 29 juillet, à Bruxelles, le Bureau socialiste international se réunit en urgence, en présence des trois figures du socialisme français, Guesde, Vaillant et Jaurès. Le représentant autrichien, dont le pays est déjà en guerre contre la Serbie, dit toute son impuissance et son refus d'engager son parti dans une lutte qui ne manquerait pas *« d'anéantir le travail de trente ans »*. Cette crainte est partagée par la plupart des participants. Socialistes français et allemands affirment que leurs gouvernements respectifs sont pour la paix et qu'ils n'entreraient en guerre que face à une agression extérieure.

La seule décision concrète qui est prise est d'avancer le congrès de l'Internationale socialiste au 9 août et de transférer son lieu de Vienne à Paris. Pour le reste, les dirigeants de l'Internationale encouragent les travailleurs à poursuivre leur mobilisation et leurs pressions sur leurs gouvernements et en appellent au règlement du conflit austro-serbe par l'arbitrage.

À leur retour de Bruxelles, le 30 juillet, Jaurès et Vaillant rencontrent les dirigeants de la CGT, notamment Léon Jouhaux, qui la veille ont affirmé dans un communiqué : *« Les gouvernants de ce pays ont le peuple français avec eux si, comme on le dit, ils travaillent sincèrement pour la paix. »* L'influence de Jaurès est décisive pour les convaincre de ne

pas multiplier les manifestations pacifistes, et notamment de reporter au 9 celle prévue le 2 août, jour d'ouverture du congrès international.

Au même moment, le ton du groupe parlementaire socialiste s'infléchit concernant l'Allemagne. Il dit qu'une intervention militaire de la Russie en soutien à la Serbie *« ferait le jeu du germanisme impérialiste le plus agressif, qui semble avoir choisi son heure pour une entreprise de violence sans précédent, et qui verra un jour se retourner contre lui l'abus qu'il fait de la force brutale »*.

Pendant ce temps, la guerre se prépare. Viviani informe Jaurès qu'il a demandé à l'état-major de concentrer des troupes à la frontière allemande. À Jaurès, qui l'interroge sur l'application du carnet B, prévoyant l'arrestation de 2 500 militants, anarchistes, socialistes et syndicalistes, Viviani répond qu'elle n'est plus d'actualité. En Allemagne, l'aile droite de la social-démocratie rencontre le chancelier afin de lui garantir son soutien en cas de conflit.

Le lendemain, 31 juillet, Jaurès est assassiné dans le café du Croissant, à Paris, par le nationaliste Raoul Villain. La disparition du principal dirigeant du Parti socialiste provoque la consternation.

Le 1er août, l'Allemagne déclare la guerre à la Russie. La France annonce la mobilisation générale. Le 2 août, la réunion initialement prévue pour préparer la manifestation pour la paix du 9 se transforme en meeting pour la défense nationale. Vaillant déclare : *« En présence de l'agression, les socialistes rempliront tout leur devoir, pour la patrie, pour la république. »* Cette position est celle de l'ensemble de la

SFIO, y compris des ex-insurrectionnels de Gustave Hervé : « *L'armée allemande est à nos portes, menaçante. Les socialistes ont été les premiers à crier au pays : La patrie est en danger.* »

Le 3 août, l'Allemagne déclare la guerre à la France. Le lendemain, aux obsèques de Jaurès, au nom de la direction de la CGT, Jouhaux apporte son soutien à l'union nationale : « *Acculés à la lutte, nous nous levons pour repousser l'envahisseur, pour sauvegarder le patrimoine de civilisation et d'idéologie généreuse que nous a légué l'histoire.* »

Pour empêcher toute agitation, comme au Havre où les manifestations pacifistes ont été réprimées, le gouvernement met en place, dès le 5 août, l'état de siège et la censure.

À la CGT, seul un petit nombre de militants se rassembleront autour d'Alphonse Merrheim, Pierre Monatte et Alfred Rosmer pour s'opposer à la guerre.

À la fin du mois d'août, les socialistes Jules Guesde et Marcel Sembat font leur entrée dans le gouvernement d'Union sacrée dirigé par Viviani. La SFIO justifie ainsi son reniement : « *Le parti n'a pas hésité.* […] *Il faut* […] *que la nation entière se lève pour la défense de son sol et de sa liberté. Le chef du gouvernement* […] *savait qu'à toutes les heures graves, en 1793 comme en 1870, c'était en ces hommes, en ces socialistes, en ces révolutionnaires, que la nation mettait sa confiance.* […] *Voilà dans quel esprit nos amis entrent au gouvernement.* […] *Ils poursuivront la levée en masse. Ils feront en sorte qu'aucune force, aucune bonne volonté ne demeurent inutilisées.* […] *Ils rendront chaque jour plus*

intense, par la collaboration de toutes les forces disponibles, la production des munitions et des armes. »

Quelques semaines plus tard, le socialiste Albert Thomas rejoint le gouvernement, chargé de l'armement. Non seulement les socialistes français ne s'opposent pas à la guerre mais, bien loin de s'en tenir au pacifisme revendiqué pendant tant d'années, ils s'en font les défenseurs, conduisant le prolétariat dans la grande boucherie de la Première Guerre mondiale.

Lors de la déclaration de guerre, quel aurait été le choix de Jaurès ? Pour Trotsky : « *Indubitablement, la position patriotique. Mais il ne se serait jamais résigné à l'abaissement qu'a subi le Parti socialiste français sous la direction de Guesde, Renaudel, Sembat et Thomas.* »

En 1916, expulsé de France pour son activité militante contre la guerre, Trotsky écrivait à Jules Guesde : « *Est-il possible pour un socialiste honnête de ne pas lutter contre vous ! Vous avez transformé le Parti socialiste en un chœur docile accompagnant les coryphées du brigandage capitaliste, à l'époque où la société bourgeoise – dont vous, Jules Guesde, vous étiez un ennemi mortel – a dévoilé jusqu'au fond sa véritable nature.* […] *Vous, vieux chef du prolétariat, vous êtes tombé à genoux et vous avez renié tout ce que vous avez appris et enseigné à l'école de la lutte de classe.* […] *Peut-être le destin aura une dernière fois pitié de votre triste vieillesse et pourrez-vous percevoir le bruit sourd des événements qui s'approchent. Nous les attendons, nous les appelons, nous les préparons. Le sort de la France serait trop affreux si le calvaire de ses masses ouvrières ne conduisait pas à une grande*

revanche, notre revanche, où il n'y aura pas place pour vous, Jules Guesde, ni pour les vôtres.

Expulsé par vous, je quitte la France avec une foi profonde dans notre triomphe. Par-dessus votre tête, j'envoie un salut fraternel au prolétariat français qui s'éveille aux grandes destinées. Sans vous et contre vous, vive la France socialiste ! »

CONCLUSION

En août 1914, les dirigeants socialistes français, comme de la plupart des partis européens, se sont rangés du côté de leur bourgeoisie nationale. C'était la trahison de ceux qui avaient mis en avant la nécessité de l'indépendance politique du prolétariat par la constitution d'un parti de classe. La guerre aura été un révélateur de leur intégration dans la société qu'ils prétendaient vouloir transformer. Lénine, dans *La faillite de la IIe internationale*, en fait le constat: « *On a vu mûrir toute une couche sociale de parlementaires, de journalistes, de fonctionnaires du mouvement ouvrier, d'employés privilégiés et de certains contingents du prolétariat, couche qui s'est intégrée à sa bourgeoisie nationale et que celle-ci a parfaitement su apprécier et "adapter" à ses vues.* »

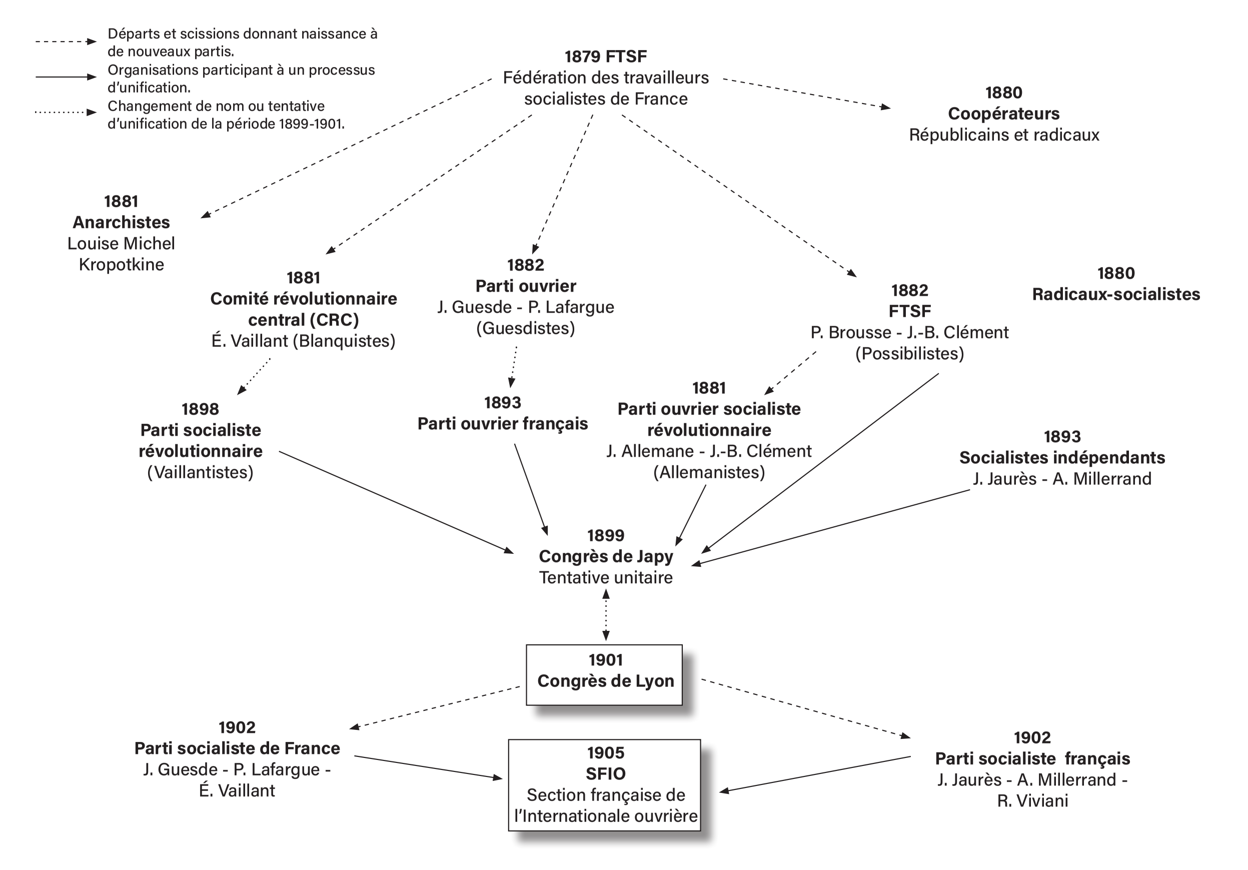
Il expliquait ainsi les raisons de l'évolution des partis socialistes: « *La période de l'impérialisme est celle du partage du monde entre les "grandes" nations privilégiées qui oppriment toutes les autres.* […] *La guerre impérialiste est le prolongement direct et le couronnement de cet état de choses, car c'est une guerre pour les privilèges des nations impérialistes, pour un nouveau partage entre elles des colonies.* […] *Des miettes du butin provenant de ces privilèges et de cette oppression échoient, sans nul doute, à certaines couches de la petite bourgeoisie, ainsi qu'à l'aristocratie et*

à la bureaucratie de la classe ouvrière. […] *Sauvegarder et consolider leur situation privilégiée de "couche supérieure", de petite bourgeoisie ou d'aristocratie (et de bureaucratie) de la classe ouvrière, tel est le prolongement naturel en temps de guerre des espoirs opportunistes petits-bourgeois.* » Il concluait sur l'alliance des socialistes avec la bourgeoisie et les gouvernements de leurs pays respectifs lors du déclenchement de la Première Guerre mondiale : « *L'opportunisme n'est pas un effet du hasard, ni un péché, ni une bévue, ni la trahison d'individus isolés, mais le produit social de toute une époque historique.* »

Seuls quelques militants ont résisté au chauvinisme tels que Frédéric Loriot et Louise Saumonneau à la SFIO ; Monatte, Rosmer, Alphonse Merrheim à la CGT ont continué à défendre l'internationalisme prolétarien. Ce dernier participe à la conférence de Zimmerwald en septembre 1915 qui dénonce la guerre impérialiste. À contre-courant, ces militants continuent à placer leur confiance dans le prolétariat et sa capacité à se relever de la trahison de la social-démocratie.

C'est à eux, que Lénine cherche à s'adresser : « *Impossible de faire tourner à rebours ni d'arrêter la roue de l'histoire. On peut et l'on doit avancer sans crainte, en passant du stade préparatoire, légal, des organisations de la classe ouvrière prisonnières de l'opportunisme, à des organisations révolutionnaires du prolétariat qui sachent ne pas se borner à la légalité, qui soient capables de se prémunir contre la trahison opportuniste et qui entament "la lutte pour le pouvoir", la lutte pour le renversement de la bourgeoisie.* »

Dès 1916, des grèves reprennent en France et elles s'amplifient l'année suivante en même temps que sur le front se déroulent des mutineries. Au même moment, la révolution éclate en Russie et c'est vers elle, après octobre 1917, que se tourne une nouvelle génération de militants qui se fixent pour but la construction d'un parti révolutionnaire en France.



Départs et scissions donnant naissance à de nouveaux partis.
Organisations participant à un processus d'unification.
Changement de nom ou tentative d'unification de la période 1899-1901.
1879 FTSF
Fédération des travailleurs socialistes de France
1880
Coopérateurs
Républicains et radicaux
1881
Anarchistes
Louise Michel
Kropotkine
1881
Comité révolutionnaire central (CRC)
É. Vaillant (Blanquistes)
1882
Parti ouvrier
J. Guesde - P. Lafargue
(Guesdistes)
1882
FTSF
P. Brousse - J.-B. Clément
(Possibilistes)
1880
Radicaux-socialistes
1898
Parti socialiste révolutionnaire
(Vaillantistes)
1893
Parti ouvrier français
1881
Parti ouvrier socialiste révolutionnaire
J. Allemane - J.-B. Clément
(Allemanistes)
1893
Socialistes indépendants
J. Jaurès - A. Millerrand
1899
Congrès de Japy
Tentative unitaire
1901
Congrès de Lyon
1902
Parti socialiste de France
J. Guesde - P. Lafargue - É. Vaillant
1905
SFIO
Section française de l'Internationale ouvrière
1902
Parti socialiste français
J. Jaurès - A. Millerrand - R. Viviani

BIBLIOGRAPHIE

Contexte politique, économique et social

Jean-Marie Mayeur, *Les débuts de la IIIe République 1871-1898*, Points Seuil, 1973.

Gérard Noiriel, *Les ouvriers dans la société française 19e-20e siècle*, Points Seuil, 2002.

Patrick Verley, *Nouvelle histoire économique de la France contemporaine*, l'industrialisation 1830-1914, La Découverte, 2003.

Mouvement ouvrier et socialiste

Rolande Trempé, sous la direction de C. Willard, *La France ouvrière*, Éditions de l'Atelier, 1994.

Maurice Dommanget, *Histoire du 1er mai*, Le mot et le reste, réédition de 2006.

Madeleine Rebérioux, *Le socialisme français de 1871 à 1914*, dans Histoire générale du socialisme, PUF, 1983.

Georges Lefranc, *Le mouvement socialiste sous la IIIe République*, Payot, 1977

Édouard Dolléans, *Histoire du mouvement ouvrier*, tome II, Armand Colin, 1967.

Michèle Perrot, *Les ouvriers en grève*, Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales, réédition de 2001.

Daniel Ligou, *Histoire du socialisme en France*, PUF, 1965.

Maurice Dommanget, *L'introduction du marxisme en France*, Éditions Rencontre, 1969.

Jacques Le Gall, *La question coloniale dans le mouvement ouvrier en France*, Les Bons caractères, 2013.

Annie Kriegel, *Les Internationales ouvrières*, Que sais-je ? PUF, 1983.

Syndicalisme

Michel Launay, *Le syndicalisme eu Europe*, Imprimerie nationale, 1990.
Georges Lefranc, *Le mouvement syndical en France sous la IIIe République*, Payot, 1967.
René Mouriaux, *La CGT*, Seuil, 1982.

Marx, Engels

Marx, Engels et la IIIe République, 1871-1895, Éditions sociales, 1983.
Marx, Engels, La naissance du Parti ouvrier français, Éditions sociales, 1981.
Correspondance de Paul et Laura Lafargue avec F. Engels, Éditions sociales, 1956-1959.
Le mouvement ouvrier français, textes de Marx et Engels, tome II, Maspero, 1974.
Le parti de classe, textes de Marx et Engels, Maspero, 1973.
Le syndicalisme, textes de Marx et Engels, tomes I et II, Maspero, 1972.

Guesdistes

Jean-Numa Ducange, *Jules Guesde, l'anti-Jaurès ?*, Armand Colin, 2017.
Claude Willard, *Jules Guesde, l'apôtre et la loi*, Les éditions ouvrières, 1991.
Claude Willard, *Le mouvement socialiste en France, les guesdistes*, Éditions sociales, 1965.
Jules Guesde, *Textes choisis 1867-1882*, Éditions sociales, 1970.
Jules Guesde, *Collectivisme et révolution*, Éditions Spartacus, 1945.
Paul Lafargue, Jules Guesde, *Programme du Parti ouvrier, son histoire, ses considérants*, 1883.

Lafargue, *Le socialisme et la conquête des pouvoirs publics*, Les Bons caractères, 2004.

Blanquistes, vaillantistes

Gilles Candar, *Édouard Vaillant. L'invention de la gauche*, Armand Colin, 2018.
Jolyon Howorth, *Édouard Vaillant, la création de l'unité socialiste en France*, Syros, 1982.
Maurice Dommanget, *Blanqui*, Études et documentation internationale, 1970.
Maurice Dommanget, *Vaillant, un grand socialiste*, La Table ronde, 1956.

Possibilistes et socialistes indépendants

Emmanuel Jousse, *Les Hommes révoltés*, Fayard Histoire, 2016.
Gilles Candar, Vincent Duclert, *Jean Jaurès*, Fayard, 2014.
Jean Rabaud, *Jean Jaurès*, Perrin, 1981.

Anarchistes

Jean Maitron, *Le mouvement anarchiste en France, des origines à 1914*, Maspero, 1982.
Jacques Julliard, *Fernand Pelloutier et les origines du syndicalisme d'action directe*, 1971.

Gallica, le site de la BNF, permet l'accès à de nombreux comptes-rendus de congrès des différentes organisations socialistes, de la SFIO et de la CGT.
Sur Gallica ou sur Retronews, il est possible de consulter les journaux et revues de cette période comme : *L'Égalité*, *La Petite République*, *Le Socialiste*, *Les Temps nouveaux*, *Le Parti ouvrier*, *L'Humanité*, *La Revue socialiste*.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION 3

LA CONTROVERSE MILLERAND 9

LE GRAND ÉCART SOCIALISTE 27

VERS L'UNITÉ ET LA CRÉATION DE LA SFIO 35

LES SOCIALISTES FRANÇAIS
ET LA RÉVOLUTION RUSSE DE 1905 47

LA SFIO ET LE MOUVEMENT SYNDICAL 55

LA SFIO DANS LA VIE POLITIQUE NATIONALE
1906-1914 : UNE DÉRIVE RÉFORMISTE
QUI S'ACCENTUE 65

LES SOCIALISTES FACE À LA MONTÉE
DES TENSIONS INTERNATIONALES 89

CONCLUSION 105

BIBLIOGRAPHIE 109